



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de la santé

HESA • NUMÉRO 054 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 8 mars 2011

Présidente

Mme Joy Smith

Comité permanent de la santé

Le mardi 8 mars 2011

• (1530)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Tim Uppal (Edmonton—Sherwood Park, PCC)): Je vous souhaite la bienvenue, mesdames et messieurs, à cette 54^e séance du Comité permanent de la santé.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous entreprenons notre étude sur les antibiotiques et les animaux d'élevage.

Nos témoins d'aujourd'hui sont Jean Szkotnicki, présidente, et John Prescott, Institut canadien de la santé animale; John Masswohl, directeur, et Reynold Bergen, Canadian Cattlemen's Association; Dawn Lawrence, coordonnatrice nationale, Conseil canadien du porc; Mike Dugate et Leigh Rosengren, Producteurs de poulet du Canada; Rick Smith, directeur exécutif, Environmental Defence; ainsi que Gail Hansen, de Pew Charitable Trusts.

Chaque organisation disposera d'environ cinq minutes pour faire une déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux questions.

Nous allons commencer par l'Institut canadien de la santé animale.

Mme Jean Szkotnicki (présidente, Institut canadien de la santé animale): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité et invités, je suis heureuse d'être ici aujourd'hui pour représenter les fabricants et les distributeurs de médicaments pour animaux.

Les médicaments pour animaux sont destinés à maintenir les animaux en bonne santé, et ils ont aussi pour rôle de réduire l'exposition des humains aux zoonoses, maladies qui peuvent être transmises aux humains par les animaux. Bon nombre des compagnies que je représente ont aussi un volet relatif aux humains dans leur entreprise; il est donc indéniable que même si nos membres veulent que les médicaments qu'ils mettent au point demeurent longtemps efficaces, ils ne veulent pas non plus mettre au point des antimicrobiens qui compromettraient ou menaceraient l'efficacité des médicaments administrés aux animaux destinés à l'alimentation des humains.

M. John Prescott, professeur de biopathologie au Ontario Veterinary College de Guelph, en Ontario, m'accompagne aujourd'hui. Il est ici à titre d'expert en bactériologie et il répondra aux questions techniques posées par les membres du comité. Il s'intéresse depuis longtemps à ce secteur et il a participé à bien des discussions tenues ici au Canada ainsi qu'à l'étranger depuis de nombreuses années.

Aujourd'hui, j'aimerais vous parler notamment du rôle de la Direction des médicaments vétérinaires de Santé Canada dans l'évaluation pré-commercialisation de nos produits, ainsi que de la surveillance post-commercialisation effectuée par les vétérinaires de la Direction des médicaments vétérinaires de l'Agence de la santé publique du Canada et par l'Agence canadienne d'inspection des

aliments. Je vous parlerai également de la taille du secteur de la santé animale et de la contribution de l'agriculture au problème de résistance.

Par contre, je ne vous parlerai pas des programmes d'assurance de la qualité des producteurs, les programmes de la ferme à la fourchette, car je sais que mes collègues ici vous en parleront.

La DMV, au sein de Santé Canada, a mis en place des contrôles pré-commercialisation pour les antimicrobiens vendus au Canada en vue d'une utilisation chez les animaux de compagnie et les animaux d'élevage. Au cours du processus d'examen de la DMV, on analyse tous les aspects du médicament, de la sécurité pour les humains et les animaux jusqu'aux essais visant à démontrer l'efficacité et la qualité du médicament.

Dans mon mémoire, vous pouvez voir un schéma qui illustre en gros le processus d'examen. J'aimerais attirer votre attention sur le fait qu'il est exhaustif et rigoureux, et que le volet important de l'examen est la sécurité pour les humains, qui fait en sorte qu'aucun résidu toxique n'entre dans la chaîne alimentaire. Il y a également une évaluation de l'incidence potentielle d'une bactérie résistante qui serait ingérée par des humains à partir de produits animaux alimentaires à cause de l'utilisation d'antimicrobiens dans la production d'animaux destinés à l'alimentation. Il existe une différence entre les résidus et la réduction des résidus dans la résistance aux antimicrobiens.

La DMV approuve quatre utilisations des antimicrobiens: le traitement des animaux infectés par la maladie, la prévention de la maladie dans les troupeaux, le contrôle de la maladie dans les cas d'éclosion d'une infection dans un troupeau, et enfin, l'accélération de la croissance et l'efficacité de la conversion alimentaire.

Pour beaucoup, l'utilisation des médicaments antimicrobiens dans la nourriture des animaux vise uniquement à accélérer leur croissance, mais c'est confondre l'utilisation avec la voie d'administration. En fait, pour toutes les utilisations mentionnées, y compris l'utilisation à des fins thérapeutiques, l'antimicrobien peut être administré soit par la nourriture soit par l'eau, et dans bien des cas, il s'agit du seul moyen pratique d'administrer un médicament à de vastes troupeaux.

La DMV régleme tous les aspects de l'étiquetage d'un médicament, y compris les espèces visées, l'utilisation, la posologie, les usages et les mises en garde. Il existe des dispositions relatives à l'utilisation de médicaments en dérogation des directives de l'étiquette pour les antimicrobiens. Il s'agit de l'utilisation d'un médicament selon la prescription d'un vétérinaire dans le cadre d'une relation vétérinaire-client-patient valide.

Il existe également des mesures de contrôle post-commercialisation à l'extérieur de la DMV. L'utilisation des médicaments antimicrobiens dans le cadre d'une prescription par un vétérinaire est une réalité, et la majorité des nouveaux médicaments antimicrobiens sont prescrits. Je dois souligner qu'en raison des inquiétudes concernant la résistance aux antimicrobiens, l'Association canadienne des médecins vétérinaires a élaboré des lignes directrices en matière d'utilisation judicieuse des antimicrobiens dans la production d'animaux destinés à l'alimentation. Les vétérinaires se préoccupent beaucoup de cette question. La Direction des médicaments vétérinaires de Santé Canada continue de surveiller l'apparition d'effets néfastes.

• (1535)

L'Agence de la santé publique évalue les tendances en matière d'utilisation des médicaments et la résistance à ces médicaments relativement aux sources de nourriture, aux animaux et aux humains. Enfin, l'ACIA effectue des tests afin de s'assurer qu'aucun résidu dangereux ne pénètre dans la chaîne alimentaire.

Je tiens à souligner que le secteur de la santé animale affiche une croissance limitée. Il y a eu une hausse de 1,1 p. 100 du poids total en kilogramme de médicaments antimicrobiens distribués en 2008 et 2009 par nos membres. En 2009, les ventes totales de médicaments ont atteint 590 millions de dollars, comparativement à 21 milliards de dollars pour les médicaments destinés aux humains. Les ventes de produits pharmaceutiques ont doublé entre 2000 et 2009.

Il ne fait aucun doute que la résistance aux antimicrobiens présente un sérieux danger pour la santé publique. Il n'y a pas de solution unique à ce problème complexe. Dans une enquête publiée en 2000, un groupe de spécialistes médicaux a estimé que la contribution des animaux au problème global de la résistance chez les humains était inférieure à 4 p. 100. Cette faible contribution a été attribuée au transfert de bactéries résistantes de produits animaux aux humains à la suite de l'utilisation des microbactériens dans la production d'animaux destinés à l'alimentation. Dans mon mémoire, je souligne la chaîne d'événements qui doivent être franchis par les bactéries pour passer des animaux aux humains.

Je terminerai en disant que le secteur de la santé animale et les éleveurs d'animaux, tout comme les vétérinaires, prennent le problème de la résistance aux antimicrobiens très au sérieux. Depuis des décennies, les discussions se poursuivent au sein de l'industrie, et des mesures ont été prises afin de promouvoir une utilisation prudente et judicieuse des médicaments antimicrobiens.

Merci.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup.

Nous allouons habituellement environ cinq ou six minutes par organisation, mais je crois qu'il y a eu un malentendu, alors si le comité le permet, je vais accorder quelques minutes à M. Prescott pour qu'il nous présente son exposé.

Monsieur Prescott.

M. John Prescott (représentant, Professeur, Collège vétérinaire de l'Ontario, Université de Guelph, Institut canadien de la santé animale): Merci, monsieur le président.

Je serai bref, mais j'aimerais attirer l'attention des membres du comité sur le rapport que Santé Canada a publié en 2002, intitulé *L'utilisation au Canada d'antimicrobiens chez les animaux destinés à l'alimentation : les conséquences pour la résistance et la santé humaine*. Ce rapport est tout à fait exceptionnel; beaucoup de comités y ont investi un travail et des efforts considérables partout au pays. On y présente 38 recommandations, dont la création du

Comité canadien sur la résistance aux antibiotiques (CCRA). La plupart des recommandations n'ont pas été mises en oeuvre. Elles incluaient des initiatives importantes, comme rendre les antibiotiques disponibles uniquement sur ordonnance vétérinaire, éliminer les lacunes concernant l'usage personnel et l'importation d'ingrédients pharmaceutiques actifs, interdire l'usage non conforme à l'étiquetage de certains médicaments d'importance critique pour la santé humaine, etc.

Je pense qu'il serait très intéressant de réexaminer ces recommandations, car selon moi, nous pouvons améliorer notre usage des antibiotiques dans le secteur animal. Il faut tenter d'établir des priorités nationales et charger une personne de se pencher sur le problème de la résistance aux antibiotiques chez les animaux et son impact possible sur les humains, ainsi que la résistance aux antibiotiques des pathogènes humains en général.

Actuellement, je crois qu'il n'y a personne, au gouvernement fédéral, qui s'occupe de cette question; il n'y a que les bactéries résistantes.

Merci.

• (1540)

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci. Vous aurez l'occasion de prendre la parole durant la période de questions.

Nous allons maintenant entendre les représentants de la Canadian Cattlemen's Association.

M. John Masswohl (directeur, Relations gouvernementales et internationales, Canadian Cattlemen's Association): Monsieur le président, nous nous étions préparés à faire notre déclaration à la suite de celle des Producteurs de poulets. Avec votre permission, nous aimerions que Mike Dugate prenne la parole, et nous poursuivrons ensuite. Serait-ce acceptable?

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Très bien.

Nous entendrons donc les représentants des Producteurs de poulet du Canada.

M. Mike Dugate (directeur exécutif, Producteurs de poulet du Canada): Je vous remercie, monsieur le président, de cet arrangement.

Je tiens à remercier les membres du comité de permettre aux représentants des Producteurs de poulet du Canada de discuter avec eux aujourd'hui de l'emploi judicieux d'antibiotiques pour les animaux d'élevage.

Producteurs de poulet du Canada est une organisation nationale représentant les 2 800 producteurs de poulet du Canada et l'industrie canadienne du poulet. Je suis accompagné aujourd'hui de Leigh Rosengren, épidémiologiste vétérinaire indépendante ayant 10 ans d'expérience. Elle a travaillé au sein de gouvernements et de l'industrie et s'est penchée sur les questions de la recherche et de la résistance aux antibiotiques.

Je vais vous parler essentiellement aujourd'hui de cinq éléments clés, que vous trouverez dans notre mémoire, et qui sont les suivants : certaines idées fausses concernant l'utilisation des antibiotiques; le soutien des PPC en matière de réglementation et de surveillance gouvernementales; le soutien des PPC en matière d'emploi judicieux d'antibiotiques; un aperçu du plan en cinq éléments que nous avons adopté pour régler la question de l'emploi d'agents antimicrobiens et de la résistance à ceux-ci; et enfin, quelques recommandations, si vous le permettez, à l'intention du comité.

Avant de parler de nos politiques, je crois qu'il est important de soulever la question dont personne ne veut parler, à savoir l'émission *Marketplace* diffusée récemment à la CBC, qui a eu recours au sensationnalisme. On y a brossé un tableau inexact et incomplet de l'industrie canadienne du poulet, de l'élevage, de l'utilisation des antibiotiques et de la résistance. L'émission n'a certainement pas fourni de faits ni de données scientifiques à partir desquels le gouvernement pourrait ou devrait tirer des politiques ou des solutions possibles.

Je vais seulement vous donner quelques exemples. Premièrement, même si on ne l'a pas indiqué expressément, les téléspectateurs ont eu l'impression que les cas de résistance humaine aux antibiotiques présentés dans l'émission étaient dus à la consommation de poulet. Aucun lien n'a été établi, et il n'y en a aucun.

Deuxièmement, les téléspectateurs ont eu l'impression que tous les problèmes de résistance aux antibiotiques constatés chez les poulets sont dus à l'utilisation des antibiotiques à la ferme. Comme l'ont indiqué mes collègues, c'est une question complexe. Les bactéries sont endémiques; de plus, il en existe de nombreuses sources. Les résultats des essais de la CBC révèlent une résistance à des antibiotiques qui ne sont pas utilisés dans la production de volaille au Canada, ainsi qu'une résistance à un plus grand nombre d'antibiotiques que ce qu'on administrerait à des poulets. On a parlé de résistance à des antibiotiques qui n'ont rien à voir avec l'utilisation de médicaments. Par exemple, la salmonelle et l'*E.coli* ont une résistance naturelle à l'érythromycine, alors que ce médicament n'a jamais été conçu et ne serait jamais prescrit pour le traitement contre ces bactéries.

Troisièmement, contrairement à ce qu'on a indiqué dans l'émission, le gouvernement exerce un contrôle sur l'approbation des antibiotiques, sur leur surveillance et leur utilisation, et l'industrie du poulet doit déclarer l'utilisation des antibiotiques.

Ces exemples, et il y en a d'autres, montrent bien à quel point cette émission était trompeuse et ne devrait pas servir de raison au gouvernement pour élaborer des politiques dans l'avenir.

En ce qui concerne la réglementation gouvernementale, comme mes collègues vous ont déjà donné un aperçu des processus d'approbation de Santé Canada, de la Direction des médicaments vétérinaires et de l'ACIA, je n'en parlerai pas davantage. Toutefois, il est important de souligner que la réglementation fédérale oblige tous les producteurs de poulets à faire un rapport sur l'utilisation d'antibiotiques avant que les poulets ne soient envoyés à un abattoir. Les vétérinaires de l'ACIA vérifient ces rapports et déterminent si les antibiotiques ont été utilisés correctement. Tout produit non conforme aux exigences de cette vérification n'est pas admis sur le marché.

Qui plus est, le Canada a un programme avant-gardiste de surveillance grâce au PICRA de l'Agence de la santé publique du Canada, qui est reconnu sur la scène mondiale et est un élément important de la surveillance gouvernementale et de l'élaboration d'une politique publique.

Les PPC ont une politique claire au sujet de l'emploi judicieux. Nous sommes en faveur de l'emploi judicieux d'antibiotiques approuvés par Santé Canada. L'utilisation d'antibiotiques dans la production de poulets sert à traiter les oiseaux afin de réduire la maladie et tout problème éventuel de salubrité des aliments. Les antibiotiques jouent un rôle clé afin que seuls les oiseaux sains entrent dans la chaîne alimentaire pour la consommation.

Il est très important pour nous d'obtenir la confiance des consommateurs en ce qui concerne la question des antibiotiques.

Sans cette confiance, l'industrie n'existerait pas. Rien d'autre que l'utilisation judicieuse d'antibiotiques ne serait acceptable.

Il est également important de souligner qu'une grande proportion des médicaments que nous utilisons à titre préventif sont ce qu'on appelle des médicaments de catégorie 4, ou des ionophores. Il s'agit d'une famille d'antibiotiques peu importante en médecine humaine. Ce sont les antibiotiques que nous choisissons afin de conserver l'efficacité des autres antibiotiques qui sont utilisés pour les humains.

● (1545)

En ce qui a trait au plan en cinq éléments que les PPC ont adopté, premièrement, nous avons un programme d'assurance de la salubrité des aliments à la ferme dans le cadre duquel toutes les fermes doivent obligatoirement consigner et signaler l'utilisation d'agents antimicrobiens. Cela s'ajoute aux informations qu'elles doivent fournir au vétérinaire de l'ACIA. Elles sont font l'objet d'une vérification chaque année. À l'heure actuelle, 97 p. 100 des fermes d'élevage de poulets du Canada ont obtenu la certification de ce programme.

Deuxièmement, nous collaborons avec le PICRA pour effectuer la surveillance. Nous avons mis en place un programme de surveillance à la ferme. Actuellement, il y a une surveillance seulement pour les porcs et le bétail. Nous aimerions qu'elle s'étende à la volaille et nous cherchons à trouver un moyen de le faire. Nous n'attendons pas que quelqu'un d'autre le fasse. Nous avons effectué une étude avec l'Université de Guelph afin de mettre sur pied un pré-projet pilote.

Troisièmement, nous finançons activement la recherche. Au cours des dernières années, nous avons investi presque 5,1 millions de dollars dans la recherche sur les probiotiques, la création de vaccins et les solutions de rechange à l'emploi d'antibiotiques.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci, monsieur Dungate. Vous aurez l'occasion de faire d'autres observations durant la période des questions.

Nous allons maintenant donner la parole aux représentants de la Canadian Cattlemen's Association.

M. John Masswohl: Merci encore pour cet arrangement un peu plus tôt et merci de nous avoir invités à témoigner. La Canadian Cattlemen's Association est toujours prête à témoigner et à fournir des informations sur les divers développements que connaît l'industrie.

Je vais faire quelques brefs commentaires, mais comme je ne suis pas un scientifique, je laisserai la parole à notre directeur scientifique, M. Reynold Bergen.

Bien que je ne sois pas un scientifique, tout comme les députés, j'ai consacré beaucoup de temps à traduire en politiques divers éléments d'information technique. J'espère que c'est cette approche que nous adopterons aujourd'hui.

Nous pouvons tous être sûrs que la sécurité alimentaire est prise très au sérieux par les producteurs de bovins. Nous sommes parfaitement conscients du fait que les consommateurs insistent pour que la nourriture qu'ils mangent soit sécuritaire. Et ce droit est parfaitement légitime puisqu'ils l'achètent pour leur famille et leurs enfants.

Les producteurs canadiens de bétail sont déterminés à s'assurer que la viande qu'ils produisent est sans danger pour les consommateurs, d'autant plus qu'ils la donnent eux-mêmes à manger à leur propre famille. J'ai moi-même une fille de 14 ans et un fils de 12 ans, et vous pouvez bien imaginer que nous mangeons notre part de viande bovine. Ainsi, je suis tout à fait certain de la qualité de la viande que je sers à ma table.

Il importe par ailleurs de reconnaître que la production de viande bovine au Canada se fait dans un environnement concurrentiel. Qu'ils soient canadiens ou étrangers, les acheteurs de boeuf prennent des décisions basées sur divers facteurs. Notre défi quotidien est de nous assurer que les consommateurs sont certains de la qualité et du prix concurrentiel de nos produits.

Une réglementation excessive ne rend service ni aux consommateurs, ni aux producteurs. Il faut donc, premièrement, avoir en place de bonnes politiques et un bon milieu réglementaire; deuxièmement, il faut que les producteurs sachent bien les appliquer et adoptent de bonnes pratiques. C'est pourquoi nous avons élaboré un vaste programme de salubrité à la ferme que nous désignons sous le titre de « production bovine certifiée » et dans le cadre duquel les producteurs appliquent les connaissances les plus récentes pour produire du boeuf sain et de bonne qualité.

Je vais céder la parole à M. Bergen qui traitera des questions antimicrobiennes. Je tiens par ailleurs à souligner la présence de Mme Terry Graczyk, qui dirige le programme national de production bovine certifiée dont je viens de parler.

M. Reynold Bergen (directeur scientifique, Beef Cattle Research Council, Canadian Cattlemen's Association): Merci de votre invitation.

Je suis on ne peut plus d'accord avec les propos préliminaires de John et ceux des témoins précédents selon lesquels la tâche la plus importante qu'accomplissent nos producteurs est de produire des aliments sains et nutritifs.

Je l'ai déjà dit, mais je le répète, les producteurs de bétail en général et de boeuf en particulier utilisent des produits antimicrobiens de façon très stratégique.

Les ionophores sont les principaux antimicrobiens utilisés par l'industrie de la viande bovine. On ne s'en sert pas du tout en médecine humaine. C'est pourquoi, si on les éliminait, on n'arrêterait ni ne ralentirait le développement de la résistance aux antimicrobiens, et cela ne nous aiderait pas à atteindre notre objectif de production alimentaire saine et nutritive.

Dans cet esprit et afin de garder la confiance du public, l'association a élaboré le programme de production bovine certifiée. Il s'agit d'un programme de salubrité des aliments à la ferme, qui est fondé sur le système HACCP et a reçu l'homologation de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Le programme permet d'encourager l'utilisation prudente des produits vétérinaires, afin que le bon produit soit utilisé pour traiter la maladie, selon les doses, les voies d'administration et les délais de sevrage convenables, et il permet de veiller à ce que les restes de produits, les contenants et autres objets soient éliminés de façon appropriée.

Enfin, l'une des étapes les plus importantes du processus est de documenter que toutes ces mesures ont été effectivement suivies pour chaque animal traité. Le respect du mode d'emploi des produits et des instructions vétérinaires est une importante garantie contre le développement de la résistance aux antimicrobiens.

La prévention de la résistance aux antimicrobiens est également importante pour les producteurs de bovins du Canada, tout simplement parce que nous voulons faire en sorte que ces antimicrobiens continuent d'être efficaces. En effet, lorsque la résistance aux antimicrobiens se développe, le produit perd de son efficacité, ce que nous ne pouvons pas nous permettre.

Les producteurs utilisent ces antimicrobiens de manière ciblée parce qu'il sont coûteux, mais aussi par souci d'efficacité. De leur

côté, les engraisseurs de bovins se servent de logiciels très perfectionnés de gestion de santé animale sous la direction de vétérinaires spécialisés, ou en collaboration avec eux.

Les dosages sont calculés au millimètre près en fonction du poids pour que l'animal dispose de la dose d'antimicrobiens optimale.

• (1550)

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Je vous demanderais de conclure, car votre temps est écoulé.

M. Reynold Bergen: L'association appuie également le PICRA et finance de façon substantielle la recherche entourant la résistance aux antimicrobiens.

Sur ce, je vous remercie.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci.

Nous entendrons maintenant les représentants du Conseil canadien du porc.

Mme Dawn Lawrence (coordonnatrice nationale, Programme AQC, Nouvelle-Écosse, Conseil canadien du porc): Bonjour.

Je vous remercie de votre invitation à témoigner.

Le Conseil canadien du porc est une association nationale représentant les intérêts de 7 000 producteurs. L'industrie reconnaît l'importance vitale d'utiliser des pratiques qui favorisent la santé et le bien-être des animaux placés sous ses soins et, partant, la salubrité du porc.

Pour soutenir cet engagement pris quant à la sécurité alimentaire, le Conseil canadien du porc a lancé en 1998 le programme AQC, programme de salubrité alimentaire à la ferme fondé sur les principes du système HACCP et conçu pour aider les producteurs à élaborer des protocoles de production minimisant les risques à la ferme.

L'utilisation de médicaments est un facteur important de risque au niveau des exploitations. C'est pourquoi une grande partie du programme AQC traite de l'utilisation de ces produits. Il contient en effet une politique selon laquelle on ne peut utiliser que les produits approuvés pour utilisation chez les animaux destinés à l'alimentation.

Les producteurs sont tenus d'avoir une prescription vétérinaire pour l'ensemble de l'annexe F, partie 1 des médicaments d'ordonnance, pour l'utilisation hors étiquette de tout produit utilisé de cette façon, et ils sont encouragés à consulter un vétérinaire pour l'utilisation de tout autre médicament, qui serait alors un produit en vente libre. Ces exigences permettent de s'assurer que les médicaments sont utilisés efficacement pour gérer la santé des troupeaux.

Les producteurs sont en outre tenus d'élaborer un plan d'utilisation des médicaments et des vaccins, et de tenir des registres de traitement. Tous ces éléments sont inclus dans la vérification du programme de salubrité des aliments à la ferme.

Les producteurs canadiens disposent d'une boîte à outils qui leur permet de prendre soin des animaux qu'ils élèvent. Comme d'autres gens de métier, ils se sont engagés à utiliser correctement ces outils et à les entretenir, afin qu'ils servent pendant de nombreuses années.

Les producteurs sont responsables de la croissance de porcs sains destinés à la chaîne alimentaire, mais ils comptent également sur l'expertise des vétérinaires et consultent la Direction des médicaments vétérinaires et l'Agence canadienne d'inspection des aliments afin d'assurer l'application des procédures correctes touchant l'approbation et la surveillance des médicaments que contient leur boîte à outils.

Les programmes de salubrité des aliments à la ferme, comme l'AQC et les autres dont on a parlé cet après-midi, servent d'outils éducatifs pour les producteurs. Ils impliquent la consultation des vétérinaires sur l'utilisation des médicaments et un processus de vérification régulière. Le programme AQC exige une vérification annuelle à la ferme, au cours de laquelle le système de salubrité est évalué par une tierce partie. Le bien-fondé technique du programme lui-même a été examiné par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, et le Conseil canadien du porc collabore avec cette dernière et Santé Canada sur de nombreuses questions, dont l'utilisation d'antibiotiques.

Les antimicrobiens sont un outil précieux dans le maintien de la santé animale. Parallèlement, on s'inquiète du fait qu'ils puissent contribuer au développement de résistances. Voilà pourquoi notre industrie met l'accent sur l'utilisation prudente de ces produits.

En 2009, environ 94 p. 100 des porcs du marché canadien provenaient de fermes adhérant au programme AQC. Ce taux élevé d'adhésion s'explique par le fait que les transformateurs canadiens obligent leurs producteurs clients à en faire partie. Le programme est désormais devenu une condition de vente dans la plupart des usines de traitement et une partie intégrante de l'engagement pris par l'industrie aux plans de la qualité et de la sécurité.

• (1555)

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci.

Nous entendrons maintenant le représentant d'Environmental Defence.

M. Rick Smith (directeur exécutif, Environmental Defence): Merci, monsieur le président.

[Français]

Je vais faire mes commentaires en anglais, mais je serai heureux de répondre en français.

[Traduction]

Je vous remercie non seulement de m'avoir invité, mais aussi de prendre le temps d'étudier cette question importante.

Je m'appelle Rick Smith et suis le directeur général d'Environmental Defence. J'ai un doctorat en biologie.

Nous sommes une organisation environnementale non partisane qui se penche sur les questions de santé humaine. Nous avons eu le plaisir de collaborer avec tous les partis du Parlement pour faire avancer certaines décisions très importantes visant à protéger les consommateurs canadiens. Je pense notamment à l'interdiction du bisphénol A dans les biberons, une pratique internationale exemplaire qu'à repris l'Union européenne, aux normes récemment annoncées par le Canada et qui s'aligneraient sur celles des États-Unis et de l'Europe visant à faire retirer les phtalates toxiques des jouets pour enfants et les retardateurs de flamme toxiques des appareils électroniques grand public. Au cours des derniers mois, la

Chambre des communes a adopté à l'unanimité la mise à jour de la Loi sur la sécurité des produits de consommation, assortie désormais de normes comparables à celles de l'Union européenne et d'autres pays.

Toutes ces mesures ont constitué des pas en avant et je dirais qu'elles étaient évidentes en regard de saines politiques publiques. Elles allaient carrément dans le sens des intérêts des consommateurs et ont été appuyées par tous les partis au Parlement.

Je pense qu'il en va de même à propos de la question qui vous intéresse aujourd'hui. Du moins, je l'espère.

Je voudrais faire aujourd'hui deux observations. La première est que l'utilisation de routine et non réglementée d'antibiotiques comme facteur de croissance dans l'agriculture nuit à la santé et à la sécurité humaines. La seconde est que, tout comme cela s'est produit au Canada au cours des dernières années à propos des mesures dont je viens de parler, les Canadiens ont certainement le droit de s'attendre, à propos de la réglementation des antibiotiques, à des améliorations semblables à celles qui ont déjà été faites en Europe.

Jusqu'aux années 1950 où l'on a commencé à utiliser les antibiotiques modernes, on mourait d'infections bactériennes. Les antibiotiques sont donc aujourd'hui un pilier indispensable du système de santé. Mais si le gouvernement fédéral n'agit pas, les maux ennuyeux dont nous souffrons aujourd'hui pourraient bien redevenir les risques mortels que nous courrions autrefois. La raison en est simple: nous utilisons trop d'antibiotiques dont nous n'avons pas besoin. Cette surutilisation des antibiotiques rend les bactéries plus fortes, donnant naissance à des superbactéries que nos antibiotiques ne peuvent pas tuer.

Les antibiotiques utilisés par les humains doivent être prescrits par un médecin, ce qui n'est pas le cas lorsqu'ils sont utilisés sur des animaux qui consomment la plupart des antibiotiques dans les pays de production de viande et de volaille comme le nôtre. Je veux être très clair. Ce que nous contestons — et je crois que les Canadiens ont le droit de s'attendre à un contrôle plus strict de leur gouvernement fédéral en la matière —, ce n'est pas l'utilisation d'antibiotiques pour traiter les animaux malades. Nous n'avons pas d'objection à cela. De toute évidence, c'est une mesure raisonnable. Ce qui doit changer est la généralisation et l'utilisation non réglementée des antibiotiques sur les animaux en bonne santé pour promouvoir leur croissance. Le Canada a besoin de toute urgence de réglementation plus strictement cette pratique, surtout si l'on songe que certains de ces mêmes antibiotiques sont si cruciaux pour la médecine humaine.

Environmental Defence suit depuis quelque temps le dossier des superbactéries. Notre inquiétude a été récemment ravivée par un reportage de la CBC à son émission *Marketplace* sur des tests effectués sur des poulets de supermarchés à Montréal, Toronto et Vancouver. De façon alarmante, la CBC a constaté des bactéries résistantes aux antibiotiques dans les deux tiers des poulets échantillonnés.

Depuis les années 1960, nous savons que l'utilisation excessive de médicaments courants peut créer des bactéries rares. Par exemple, le *Journal de l'Association médicale canadienne* a qualifié les superbactéries résistantes aux antibiotiques de « l'un des enjeux les plus importants de santé publique auxquels le Canada et le monde font face aujourd'hui ». Il s'agit d'un fait incontestable. Les gouvernements de toutes tendances dans le monde entier sont d'accord sur ce point, et dans le monde entier, des chercheurs mettent au point de nouveaux antibiotiques plus chers et plus puissants pour lutter contre les superbactéries.

Pourtant, alors que les gouvernements, dont celui du Canada, continuent d'éduquer les médecins et les patients sur les risques graves que peut faire courir l'abus des antibiotiques, ils passent sous silence leurs plus grands utilisateurs, les animaux. Permettez-moi de vous fournir une étonnante statistique: aux États-Unis, on estime que 75 p. 100 de tous les antibiotiques utilisés ne le sont pas sur les gens, mais sur les animaux. En Australie, le chiffre est de 56 p. 100.

• (1600)

Il est troublant de constater que le public ne sait pas avec précision quelle serait la statistique correspondante au Canada. Et la raison en est qu'on n'a besoin ni d'ordonnance ni de surveillance de la part des vétérinaires. L'industrie est en grande partie libre d'injecter autant d'antibiotiques qu'elle le veut dans l'alimentation animale.

Et il ne s'agit pas d'une petite industrie. Environ 20 animaux sont abattus chaque année...

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Pourrais-je vous demander de conclure rapidement?

M. Rick Smith: Merci.

Une vingtaine d'animaux par Canadien sont abattus chaque année. Dans la mesure où le gouvernement se concentre sur la surconsommation d'antibiotiques chez les gens, les efforts déployés pour lutter contre les superbactéries sont voués à l'échec.

Pour conclure, je pense franchement que la question que doit se poser le comité est simple: est-ce que l'utilisation inutile d'antibiotiques sur un animal en bonne santé comme un poulet doit l'emporter sur celle qui est nécessaire pour guérir un enfant malade?

Merci beaucoup de vos délibérations. Je serai heureux de répondre à vos questions.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci.

Nous allons entendre maintenant la représentante de Pew Charitable Trusts.

Dre Gail Hansen (agente principale, Pew Charitable Trusts): Merci, monsieur le président, merci, chers membres du comité.

Bonjour et merci de m'avoir invitée à comparaître.

Je m'appelle Gail Hansen. Je suis vétérinaire de santé publique et agente principale à Pew Charitable Trusts.

Pendant plus de 30 ans, j'ai étudié les problèmes de résistance aux antimicrobiens sous de nombreux angles. J'ai travaillé au Department of Health and Environment du Kansas et à un ministère de la santé local à titre de vétérinaire de la santé publique et d'épidémiologiste. Et avant cela — en fait, avant que je sois admise à l'école de médecine vétérinaire —, j'ai travaillé à la Food and Drug Administration des États-Unis pendant une courte période, à l'époque où ils envisageaient pour la première fois la possibilité d'éliminer des aliments pour animaux les antibiotiques qui visaient à stimuler la croissance.

La section de la santé humaine et de l'agriculture industrielle de Pew Charitable Trusts fait équipe avec des chefs de file de la santé publique, d'autres vétérinaires, des agriculteurs et des groupes de consommateurs afin de préserver l'efficacité des antibiotiques en éliminant progressivement la surutilisation des médicaments dans la production des animaux destinés à l'alimentation.

Comme vous l'avez entendu, la résistance aux antibiotiques engendrée par l'administration de faibles doses d'antibiotiques aux animaux existe et nous touche déjà. Les antibiotiques peuvent être achetés légalement et librement, et ils sont administrés à des animaux en bonne santé. Ces médicaments sont identiques à ceux qu'on utilise pour combattre les maladies humaines. Aux États-Unis,

l'administration d'antibiotiques à des animaux destinés à l'alimentation est très semblable à celle du Canada, tout comme le manque de surveillance et de déclaration à l'égard des autres médicaments utilisés.

La tendance à la hausse que nous observons dans le nombre de bactéries résistantes aux antibiotiques tant chez les animaux que chez l'humain est également très semblable, et elle est remarquée partout dans le monde. Nous observons également une tendance à la hausse dans le nombre de bactéries qui commencent à résister aux antibiotiques dont nous disposons.

Le reportage diffusé par la CBC le mois dernier, qui révélait qu'on avait découvert des bactéries dans les trois quarts des échantillons de poulet examinés, que toutes ces bactéries manifestaient une résistance à au moins un antibiotique et que plusieurs d'entre elles manifestaient une résistance à de nombreux antibiotiques, ne m'a nullement étonnée. Aux États-Unis, presque tous les échantillons de poulet examinés étaient contaminés par au moins une bactérie, du moins c'était certainement le cas en 2008. Si l'une des bactéries était la salmonella, que nous avons découverte dans près de la moitié de nos poulets, 38 p. 100 des salmonella avaient acquis une résistance à trois antibiotiques ou plus.

Donc, il n'est pas vraiment exagéré de dire que l'emploi excessif d'antibiotiques pour exercer l'agriculture industrielle nuit à la santé humaine. On administre aux animaux de faibles doses d'antibiotiques pour stimuler leur croissance, bien qu'ils ne soient pas malades. C'est une façon de compenser le surpeuplement et parfois l'insalubrité qui caractérisent leurs conditions de vie et de remédier à l'absence de bonnes pratiques. Et lorsque les bactéries entrent en contact avec de faibles doses d'antibiotiques, cela les aide à acquérir une résistance à leur égard, selon l'axiome « ce qui ne me détruit pas me rend plus fort ». Cette résistance est ensuite transférée aux humains. Au bout du compte, les antibiotiques que nous avons utilisés pour soigner les animaux ne sont plus efficaces ni pour eux, ni pour les humains.

Dans l'article que le PICRA, le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, a publié en 2010 dans une revue à comité de lecture, les chercheurs ont indiqué qu'ils avaient remarqué dans une salmonella présente à la fois chez les poulets et l'être humain une augmentation de sa résistance au ceftiofur. Le ceftiofur est un antibiotique qu'on injecte communément dans les oeufs de poulet juste avant leur éclosion. Ce médicament, c'est-à-dire le ceftiofur, est presque identique au ceftriaxone, un médicament utilisé pour soigner les enfants et les femmes enceintes.

Au Québec, les couvoirs ont volontairement cessé cette pratique et, lorsqu'ils ont arrêté d'injecter le ceftiofur, on a observé que la résistance de la salmonella au ceftiofur avait considérablement diminué chez les poulets et l'être humain. Lorsqu'ils ont levé l'interdiction, ils ont remarqué de nouveau que la résistance de la salmonella aux antibiotiques augmentait chez les poulets et l'être humain.

L'OMS a étudié la fluoroquinolone. Il s'agit d'un autre antibiotique que vous connaissiez peut-être sous le nom de Cipro. Lorsqu'il a d'abord été homologué en vue de soigner les humains, on n'a remarqué aucune augmentation immédiate de la résistance de la salmonella à cet antibiotique. Mais, lorsqu'on a approuvé l'administration de la Cipro, ou de la fluoroquinolone, aux animaux destinés à l'alimentation, le taux de salmonella résistantes à la fluoroquinolone a grimpé tant chez les animaux que chez l'humain.

La bonne nouvelle, c'est que nous savons ce que les agriculteurs et les propriétaires de ranch peuvent faire pour remplacer efficacement leur utilisation de faibles doses d'antibiotiques. Depuis 2006, l'UE interdit l'emploi des antibiotiques pour stimuler la croissance des bestiaux et de la volaille. Au cours des années qui ont suivi l'interdiction, on a remarqué une diminution considérable des cas de maladies d'origine alimentaire en Europe.

Il me semble que les Canadiens méritent la même considération et, si vous suivez l'exemple de l'UE, il semble que vous pourriez parvenir à ce résultat.

● (1605)

Au Danemark, les fermes industrielles sont tout à fait en mesure d'élever efficacement des porcs et de la volaille sans utiliser d'antibiotiques, sauf si les animaux sont malades. Les agriculteurs administrent des antibiotiques seulement lorsqu'ils sont prescrits par un vétérinaire pour soigner une maladie particulière. Ils ont constaté qu'il ne suffisait pas d'interdire l'utilisation non thérapeutique des antibiotiques pour résoudre le problème. Il leur a fallu collaborer étroitement avec leurs vétérinaires et d'autres experts pour trouver d'autres stratégies de gestion efficaces.

Un moment très propice se profile à l'horizon, parce que l'OMS a décrété que le 7 avril 2011 était la Journée mondiale de la santé. Cette année, la journée mettra l'accent sur la résistance antimicrobienne dans le but de préserver les antibiotiques pour les générations futures.

La Food and Drug Administration des États-Unis a annoncé qu'elle prendrait cette année deux importantes mesures pour restreindre la surutilisation des antibiotiques pour produire nos aliments. Premièrement, la FDA prépare des directives qui, nous l'espérons, conseilleront à l'industrie de ne pas utiliser les antibiotiques pour stimuler la croissance des animaux ou à d'autres fins non thérapeutiques, et de ne pas les administrer à des animaux en bonne santé. Deuxièmement, l'agence envisage d'interdire l'utilisation non indiquée sur l'étiquette d'un médicament appelé ceftiofur pour traiter les animaux. Ce médicament est indispensable pour soigner les femmes enceintes, les enfants et les patients atteints d'un cancer. Nous ne pouvons pas nous priver des propriétés thérapeutiques des antibiotiques, et encore moins parce que nous les administrons à des animaux en bonne santé.

Merci. Je suis maintenant prête à répondre à vos questions.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Je vous remercie tous de vos déclarations préliminaires.

Nous allons maintenant permettre aux membres de vous poser des questions. Au cours de notre première série de questions, les membres disposeront d'un temps de parole de sept minutes, et nous commencerons par M. Dosanjh

L'hon. Ujjal Dosanjh (Vancouver-Sud, Lib.): Je vous remercie tous des exposés que vous nous avez donnés.

En fait, je ne sais même pas par où commencer.

Mmes Smith et Hansen ont prononcé un réquisitoire très accablant contre les pratiques de l'industrie comme l'administration d'antibiotiques à des animaux en bonne santé et la surutilisation d'antibiotiques non prescrits par des vétérinaires. Si les deux tiers des poulets échantillonnés dans tout le Canada sont infectés par des bactéries résistantes aux antibiotiques et si l'on observe la présence de six ou sept antibiotiques chez certains d'entre eux, manifestement, la situation est grave.

Donc, est-ce que l'industrie est prête à cesser volontairement — parce qu'à l'heure actuelle, nous ne disposons d'aucune loi à cet

égard — d'administrer des antibiotiques, du moins aux poulets et aux autres animaux en bonne santé?

● (1610)

M. Mike Dugate: Je vous remercie, monsieur Dosanjh, de votre question.

Commençons de cette manière. Comme je l'ai mentionné, Les Producteurs de poulet du Canada croient que l'emploi judicieux des antibiotiques est la voie à suivre. Donc, désirons-nous seulement calculer le nombre de tonnes d'antibiotiques que nous employons à l'heure actuelle et réduire leur utilisation de cette manière, ou souhaitons-nous nous assurer que nous délaissions les antibiotiques qui sont importants pour la santé humaine? Toute l'industrie vous a indiqué que les médicaments...

L'hon. Ujjal Dosanjh: Vous n'avez pas répondu à la question.

M. Mike Dugate: La plupart des antibiotiques que nous utilisons — en particulier ceux à caractère préventif — sont des ionophores qui appartiennent à la catégorie IV et qui ont peu ou pas de liens avec la santé humaine. Par conséquent, souhaitons-nous seulement réduire la quantité d'antibiotiques administrés même s'ils n'ont aucune incidence sur les humains, ou désirons-nous plutôt cerner les vrais problèmes en matière d'antibiotiques et adopter une approche intelligente pour veiller à réduire leur utilisation?

L'hon. Ujjal Dosanjh: La question que je me pose est la suivante: Pourquoi, monsieur, donnons-nous des antibiotiques à des animaux en bonne santé? Pouvez-vous y répondre?

M. Mike Dugate: Il s'agit de médecine préventive. Voilà ce qui en est, et c'est ce que nous avons découvert en Europe. Je vais demander à Dre Rosengren de parler de l'expérience européenne et de l'incidence véritable des antibiotiques là-bas. Si nous renonçons aux antibiotiques préventifs, lorsqu'il nous faudra soigner un oiseau malade, nous devons employer des antibiotiques plus précieux et les administrer en plus grande quantité? Voilà ce que les Européens ont découvert.

Permettez-moi de demander à Dre Rosengren de vous expliquer le résultat de l'expérience qu'ils ont menée au Danemark. Nous ne devons pas nécessairement suivre leur exemple; nous devons procéder de façon intelligente, et c'est ce que nous faisons à l'heure actuelle au Canada, en collaboration avec le gouvernement.

Mme Leigh Rosengren (représentante, Rosengren Epidemiology Consulting, Producteurs de poulet du Canada): Merci.

Je vais m'efforcer de répondre à vos questions du mieux que je peux.

Il ne suffit pas d'interrompre l'utilisation inappropriée des antibiotiques; la question est très complexe et très floue.

Dre Hansen a soulevé deux problèmes clés. L'un concerne l'utilisation de la ceftiofur et l'autre, l'utilisation de facteurs de croissance. Ces deux problèmes se trouvent aux antipodes l'un de l'autre. Dans un cas, on emploie un médicament de catégorie I que l'on considère d'une importance capitale pour la médecine humaine. Les éleveurs de poulets l'utilisent de manière stratégique pour résoudre un problème particulier, soit l'omphalophlébite chez les poussins nouveau-nés. Dans l'autre cas, on emploie des médicaments de catégorie IV, qui sont sans importance pour la médecine humaine, afin d'empêcher une maladie subclinique de passer au stade clinique.

Par conséquent, votre question est très complexe, parce qu'elle est liée aux nombreux problèmes que nous rencontrerions si nous arrêtons d'employer des antimicrobiens dans ces cas-là.

L'hon. Ujjal Dosanjh: Dans votre industrie, avez-vous l'habitude d'utiliser des antibiotiques prescrits? Oui ou non.

M. Mike Dungate: Oui, absolument.

L'hon. Ujjal Dosanjh: Administrez-vous des antibiotiques non prescrits?

M. Mike Dungate: Tous les types, tous...

L'hon. Ujjal Dosanjh: J'entends par là non prescrits par un vétérinaire, et non approuvés par Santé Canada.

Mme Leigh Rosengren: Oui, Santé Canada a approuvé la vente libre de nombreux médicaments offerts par l'industrie pharmaceutique vétérinaire. Par conséquent, ces antibiotiques peuvent être obtenus sans ordonnance. Cela nous ramène à l'observation que Dr Prescott a formulée au sujet des recommandations du rapport destinées à Santé Canada. Au Canada, c'est effectivement un problème.

L'hon. Ujjal Dosanjh: À l'heure actuelle, votre industrie utilise-t-elle des antibiotiques pour stimuler la croissance des poulets, comme l'ont prétendu la CBC et deux de vos collègues dont les noms ont été mentionnés?

Mme Leigh Rosengren: Aujourd'hui, l'industrie dispose assurément de médicaments qui, selon leur homologation, peuvent servir de facteurs de croissance. En théorie, oui, les producteurs utilisent ces médicaments comme la DMV l'a indiqué sur l'étiquette. Bien que ces médicaments soient qualifiés de « facteurs de croissance », la situation de l'UE nous a appris qu'en général, ils sont utilisés pour prévenir des maladies subcliniques qui, si elles n'étaient pas exposées à des antimicrobiens, provoqueraient des éclosions cliniques dévastatrices, lesquelles nécessiteraient souvent, sinon toujours, l'utilisation d'autres antimicrobiens à des fins thérapeutiques.

Alors, oui, au moment où nous nous parlons, il existe au Canada des médicaments homologués à cet effet.

•(1615)

L'hon. Ujjal Dosanjh: Par médicaments homologués, vous entendez que leur utilisation est approuvée, mais vous n'êtes pas forcés de les administrer à vos poulets tant qu'ils ne sont pas malades. Vous les utilisez pour empêcher vos poulets de tomber malades; cela accélère leur croissance, mais nuit à leur santé. Ai-je raison ou tort?

M. Mike Dungate: Nous nous assurons que nos oiseaux sont en bonne santé. Nous mettons en oeuvre un programme de salubrité des aliments à la ferme qui veille à stopper l'introduction des bactéries. Nous tentons ainsi de réduire la charge bactérienne. Notre système de production diffère de celui des États-Unis. Il exige que les poulaillers soient nettoyés après chaque élevage. Leurs sols sont en ciment, et non en terre battue comme cela arrive aux États-Unis. Par conséquent, la charge bactérienne n'est pas transmise d'un élevage à l'autre. Nous réduisons ainsi la quantité d'antibiotiques que nous devons administrer au Canada.

Nous nous efforçons de réduire leur utilisation de toutes les façons possibles et, pour y parvenir, il est essentiel d'adopter de bonnes pratiques de gestion. Quatre-vingt-dix-sept pour cent de nos agriculteurs adhèrent à notre programme. Nous faisons en sorte qu'ils utilisent seulement la quantité d'antibiotiques nécessaire pour maintenir l'élevage en bonne santé, et nous veillons à la salubrité des poulets qu'ils vendent sur le marché.

L'hon. Ujjal Dosanjh: Je suppose que c'est votre définition d'un emploi judicieux.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci.

Nous allons passer à M. Malo.

[Français]

M. Luc Malo (Verchères—Les Patriotes, BQ): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Madame Rosengren et madame Hansen, vous semblez avoir des conclusions différentes sur ce qui se passe ou ce qui se fait.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Est-ce que tous les participants ont eu le temps de mettre leurs écouteurs?

[Français]

M. Luc Malo: Est-ce que ça va, madame Hansen?

Madame Hansen et madame Rosengren, vous semblez avoir une vision différente de l'expérience européenne du bannissement de l'administration d'antibiotiques aux animaux sains. Pouvez-vous simplement m'expliquer, en fait, ce qui est advenu?

Vous sembliez dire que le bannissement de l'administration d'antibiotiques aux animaux sains avait eu une incidence directe sur la santé humaine. Toutefois, Mme Rosengren semblait ne pas être d'accord avec vous à cet égard. J'aimerais simplement avoir un peu plus de clarification à ce sujet.

[Traduction]

Dre Gail Hansen: D'accord, je vais tâcher d'être la première à vous donner des précisions.

Je suis en fait allée au Danemark; j'ai parlé aux Danois et j'ai vu comment ils élevaient leurs porcs et leurs poulets. Ils vous diront eux-mêmes que, bien qu'ils soient disposés à examiner toute nouvelle donnée, ils ne tiennent pas à ce que leurs soient interprétées par qui que ce soit d'autre. Les Danois eux-mêmes, ainsi que l'UE, ont déclaré que, lorsqu'ils avaient renoncé à utiliser les antibiotiques à des fins non thérapeutiques — c'est-à-dire à les administrer à des animaux en bonne santé —, ils avaient remarqué une diminution de la résistance aux antibiotiques chez les animaux. Ils continuent d'observer les humains pour voir si le phénomène se répète. Cela ne se produit pas automatiquement. Parfois, cela ne se produit pas du tout. Voilà le problème. Si une résistance à un antibiotique survient, il arrive qu'elle ne disparaisse pas. Alors, l'antibiotique ne nous est plus d'aucune utilité et ce, pour toujours.

Mme Leigh Rosengren: Je suis désolée si je semble être en désaccord avec Dre Hansen.

Le modèle adopté par l'UE a remporté du succès dans ses pays membres, mais leurs mesures législatives concernant l'utilisation des antimicrobiens vétérinaires différaient énormément de celles du Canada ou de l'Amérique du Nord, lesquelles remontent aux années 1970. Ce n'est pas comme si nous pouvions copier et coller leurs mesures législatives. Notre système est complètement différent.

Nous semblons être en désaccord parce que la résistance aux antimicrobiens est un problème très complexe. Nous parlons de nombreux animaux d'élevage, de nombreuses espèces de bactéries qui infectent chacun de ces animaux et de nombreux problèmes de résistance à divers médicaments manifestés par chacune de ces espèces. Il est facile de se perdre dans les détails, de conclure qu'une initiative est fructueuse ou de déclarer qu'une autre est un échec.

Dans l'ensemble, c'est une expérience qui manque de rigueur, car la situation n'a pas été contrôlée. Nous ne savons pas comment elle aurait évolué si l'on avait continué d'administrer des facteurs de croissance, et nous n'avons pas très bien mesuré l'utilisation de ces médicaments par les exploitations agricoles afin de la mettre finalement en corrélation avec les cas de maladie cliniques observés chez les humains.

• (1620)

[Français]

M. Luc Malo: En quoi la situation en Europe est-elle différente de celle de l'Amérique? Vous avez parlé de la complexité de la situation. Il me semble qu'il y a la même complexité en Europe. J'imagine que l'ensemble des interrelations existe également pour les animaux européens. Je voudrais simplement comprendre en quoi les deux situations sont différentes.

[Traduction]

Mme Leigh Rosengren: Allez-y.

Dre Gail Hansen: J'allais justement mentionner que les bactéries ne portent pas de petites épinglettes indiquant leur pays d'origine. Par conséquent, la résistance est la même, peu importe où l'on se trouve. Les Danois, par exemple, ont commencé par remarquer des problèmes chez certains de leurs porcs, et c'est la raison pour laquelle ils n'ont pas été en mesure de cesser simplement d'employer des antibiotiques. Il leur a fallu découvrir ce qu'ils devaient faire de plus. Ils ont résolu la question assez rapidement. Je pense que le Danemark est un bon exemple de réussite, car c'est le plus grand exportateur de porc au monde. Sa production de porc a augmenté de 40 p. 100 depuis que ses éleveurs ont renoncé à employer les antibiotiques à des fins non thérapeutiques.

Mme Jean Szkotnicki: J'ai en main le rapport du DANMAP publié en 2009. Je vais lire directement le document; il s'agit donc de l'expérience danoise. Le rapport mentionne que pour les animaux d'élevage en général, la consommation d'agents antimicrobiens a augmenté de 59 p. 100 entre 2000 et 2009, principalement en raison d'une augmentation de la consommation d'agents antimicrobiens dans l'industrie porcine.

C'est la conséquence d'interdire l'utilisation de facteurs de croissance. Il a fallu utiliser plus de médicaments pour traiter les animaux, parce que les bêtes étaient malades. C'est complexe. En retirant certaines substances de la production, nous n'éliminons pas nécessairement l'utilisation de médicaments — en réalité, il se peut même que nous l'augmentions.

Le temps nous le dira, comme la Dre Hansen l'a mentionné. Au Danemark, la résistance aux antibiotiques chez les humains n'a vraisemblablement pas changé, selon ce que je comprends. Oui, il y a eu une réduction chez la population animale, mais c'était prévisible en réduisant l'utilisation. Toutefois, une répercussion s'est-elle fait sentir chez les humains? Après tout, c'est la raison d'être de ces interdictions, à savoir obtenir des résultats pertinents pour traiter les humains.

[Français]

M. Luc Malo: À ce stade, nous ne sommes pas en mesure, basés sur cette expérience, de voir s'il y a eu une incidence sur les humains. Est-ce bien exact?

[Traduction]

Mme Jean Szkotnicki: Les autorités continuent d'assurer une surveillance à cet égard, mais nous n'avons pas remarqué de changements importants dans la santé humaine au Danemark, à ce

que j'en comprends. La situation est semblable dans certains autres pays européens, où les autorités exercent aussi une surveillance.

Dre Gail Hansen: Cependant, j'aimerais préciser que ce n'est pas fini. Si les humains deviennent résistants à un antibiotique, il se peut que cela ne puisse jamais être renversé.

Le Cipro est un antibiotique utilisé au Canada et aux États-Unis. Nous nous en servons pour traiter une maladie appelée la campylobactériose, dont les symptômes s'apparentent à ceux de la salmonelle: des vomissements et de la diarrhée explosive. Le niveau de résistance à cet antibiotique était très faible avant que nous l'utilisions sur les animaux. Maintenant, le Cipro n'est que très rarement prescrit comme premier remède pour combattre les maladies diarrhéiques au Canada et aux États-Unis. Toutefois, en Australie, les autorités n'ont jamais approuvé l'utilisation de cet antibiotique sur les animaux; par conséquent, la résistance au Cipro pour traiter la campylobactériose est encore très faible. Les Australiens peuvent donc encore l'utiliser.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci.

Madame Leslie, allez-y.

Mme Megan Leslie (Halifax, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci de vos témoignages. J'ai beaucoup appris. Lorsque la Dre Hansen décrivait la situation au Danemark, à savoir que des antibiotiques sont prescrits pour les animaux malades et dans le cas de maladies précises, je présumais que c'était aussi le cas ici au Canada. Je trouve incroyable que ce ne le soit pas.

Mon collègue, M. Dosanjh, n'a pas réussi à obtenir un engagement volontaire pour bannir l'utilisation d'antibiotiques sur les animaux d'élevage qui ne sont pas malades.

Ma question s'adresse à la Dre Hansen et à M. Smith. En tant que législateurs, nous cherchons une solution. Comment réussissons-nous à le faire? L'UE a banni ce type d'utilisation en 2006. Comment pourrions-nous aussi y arriver au Canada? Est-ce aussi compliqué qu'on nous le fait croire?

• (1625)

M. Rick Smith: Avant de répondre à votre question, permettez-moi de revenir brièvement aux questions de M. Malo. Au sujet des preuves concrètes qui relient la diminution de la résistance aux bactéries chez les humains à l'adoption d'une meilleure politique, nous n'avons qu'à regarder l'étude menée l'année dernière au Québec et que la Dre Hansen a mentionnée. Après que les producteurs ont accepté d'arrêter d'utiliser du ceftiofur durant quelques mois, il y a eu une forte diminution de la résistance au ceftiofur autant chez les animaux d'élevage que chez les humains. Lorsque les producteurs ont recommencé à l'utiliser, la résistance s'est mise à augmenter. En tant que Canadien et témoin devant votre comité, je trouve intéressant que l'une des études tangibles actuellement utilisées sur la scène internationale soit en fait cette étude canadienne, et j'espère que le comité l'examinera.

Je tenais seulement à faire ces précisions avant que la Dre Hansen réponde.

Dre Gail Hansen: Aux États-Unis, nous avons aussi examiné les mesures législatives. Depuis 40 ans, les autorités américaines demandent aux industries de modifier volontairement leurs habitudes. C'est loin d'être un succès, parce que les industries s'en servent encore beaucoup, même en excluant les ionophores dont il a été question et qui sont des antibiotiques non utilisés sur les humains. Même en les excluant, les producteurs administrent beaucoup d'antibiotiques à des animaux en santé.

Aux États-Unis, les autorités — la Food and Drug Administration, le pendant américain du Centre de surveillance des vaccins de Santé Canada — envisagent de retirer l'approbation qu'elles avaient donnée, un peu comme ce que le Canada a fait ici. Elles l'ont donnée dans les années 1950 et 1960, lorsque nous croyions que nous mettrions au point un nouveau médicament chaque semaine. La FDA étudie la possibilité de modifier ses lignes directrices, et nous examinons aussi la possibilité de modifier la législation pour permettre l'utilisation d'antibiotiques prescrits par un vétérinaire dans le cas d'animaux malades ou d'animaux qui ont été exposés à une maladie, mais pas dans le cas d'animaux en santé.

Mme Megan Leslie: L'UE a-t-elle connu des problèmes dont nous devrions être au courant?

Dre Gail Hansen: Les autorités danoises ont certes éprouvé des difficultés, surtout avec leurs porcelets sevrés. Ces animaux viennent tout juste de quitter leur mère et mangent par eux-mêmes. Les Danois ont mis entre six et neuf mois à trouver une autre méthode. Ils travaillent très fort à essayer de maintenir au plus bas la quantité d'antibiotiques utilisés. Cependant, comme d'autres l'ont fait remarqué, le problème n'est pas seulement la quantité d'antibiotiques; c'est aussi l'utilisation que les gens en font. Si vous utilisez tous les jours une très faible quantité, c'est l'équivalent de verser chaque matin des antibiotiques dans les céréales de vos enfants pour s'assurer qu'ils ne sont pas malades.

M. Rick Smith: Permettez-moi de commenter votre question sur les changements législatifs ou réglementaires requis. À la suite du reportage de la CBC, nous menons une analyse plus poussée à ce sujet. Dans les cas de la présence de BPA dans les biberons, de phtalate dans les jouets d'enfants, de produits ignifuges dans les appareils électroniques — bien entendu dans les produits non alimentaires —, aucun de ces changements importants au cours des dernières années n'a nécessité de nouvelles mesures législatives; des mesures réglementaires ont été prises. Dans le cas présent, nous ne parlons que d'améliorer la réglementation et la surveillance.

Mme Megan Leslie: Pourriez-vous m'aider à comprendre votre analyse? Nous avons l'ACIA, qui s'assure de l'utilisation à bon escient des médicaments, le PICRA, qui fait partie de l'Agence de la santé publique et qui surveille la résistance aux agents antimicrobiens, et la Direction des médicaments vétérinaires, qui approuve les médicaments pour les animaux d'élevage.

Je ne vois pas l'organisme qui s'occupe de la santé. Quel organisme se préoccupe de la santé des Canadiens? Le savez-vous?

M. Rick Smith: J'ai trouvé très intéressant que M. Prescott cite le rapport publié en 2002 qui affirmait que la responsabilité de ce domaine incombait à divers organismes. Je suis d'accord.

Par exemple, vous avez cette situation étrange où les responsables du PICRA publient des renseignements, sonnent l'alarme et brandissent la plus récente étude québécoise. Toutefois, c'est comme une blague sans chute. Ils ne proposent pas de mesure pour aller de l'avant. Je crois donc qu'un...

•(1630)

Mme Megan Leslie: Oui, votre commentaire était intéressant.

M. John Prescott: L'approbation des médicaments est une compétence fédérale; c'est Santé Canada qui s'en occupe et l'ACIA assure une certaine surveillance. L'utilisation de médicaments antimicrobiens est une compétence provinciale en vertu des lois sur les vétérinaires ou des lois sur les médicaments pour le bétail.

Il y a une brèche dans les compétences fédérales-provinciales. Par exemple, dans le cas du ceftiofur, si on veut interdire son utilisation

hors étiquette sur des poulets, la seule mesure que peut prendre le gouvernement fédéral est d'apposer une étiquette de mise en garde mentionnant que son utilisation peut causer des problèmes de résistance. Cependant, nous ne pouvons pas prendre une mesure dans le cadre réglementaire actuel pour proscrire l'utilisation sur les poussins, par exemple, du ceftiofur en dérogation des directives de l'étiquette. C'est impossible.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Madame Leslie, M. Dungate avait aussi quelque chose à dire.

Monsieur Dungate.

M. Mike Dungate: En ce qui concerne le PICRA, je voudrais préciser un élément: les Producteurs de poulet du Canada ont collaboré très étroitement avec les gens du PICRA. Même le personnel du PICRA n'arriverait pas aux mêmes conclusions que celles de M. Smith.

Nous avons passé en revue ce sujet et cette étude québécoise sur le ceftiofur. Le PICRA admet avoir mené des études sur les humains, le secteur de la vente au détail et le secteur de la transformation, mais jusqu'à présent, aucune surveillance n'a encore eu lieu dans les fermes avicoles.

Nous revenons constamment à un autre aspect important, c'est-à-dire que parce qu'on a cessé de l'utiliser au Québec, il y a eu une corrélation à cet endroit. Le poulet produit sur une ferme québécoise n'est pas nécessairement transformé au Québec. Le poulet transformé dans une province n'est pas nécessairement vendu sur ce même territoire. Il y a une corrélation au Québec, mais pas de lien de cause à effet.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci.

Monsieur Carrie.

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être venus.

Je trouve très intéressante notre discussion de cet après-midi. Je crois que tout le monde aimerait que les antibiotiques soient utilisés à bon escient, mais il est important, du moins selon moi, de ne pas confondre les enjeux. Je crois que la confusion règne encore un peu autour de cette table, et j'aimerais préciser un aspect.

Ma question s'adresse à M. Dungate. La Dre Hansen a fait un commentaire qui m'a fait sourciller. Elle a dit que c'était l'équivalent de verser des antibiotiques dans les céréales des enfants pour prévenir les maladies. Je crois que c'est en lien avec ce que nous faisons lorsque nous ajoutons des antibiotiques prophylactiques à la nourriture des animaux d'élevage.

J'ai écouté votre réponse à M. Dosanjh. Je crois comprendre que si nous utilisons moins d'antibiotiques prophylactiques, ce que vous appelez les ionophores, plus de maladies pourraient s'abattre sur un élevage. Nous devrions ensuite avoir recours davantage aux antibiotiques utilisés pour traiter les humains, ce qui pourrait augmenter la résistance.

Est-ce bien ce que vous avez dit plutôt? Ai-je bien compris?

M. Mike Dungate: Oui. Je crois que c'est l'essentiel. Nous parlons tout le temps de volailles en santé et de volailles malades. Lorsque des animaux sont malades sur une ferme, il faut les soigner. Nous avons des règlements sur la protection des animaux au Canada qui forcent les éleveurs à soigner leurs bêtes.

Généralement, lorsqu'une maladie éclot, l'éleveur doit se servir d'un antibiotique plus puissant et il doit en prendre un qui est plus important dans le traitement des humains. Voilà l'origine du problème de résistance dont nous nous inquiétons.

Comme Mme Rosengren a essayé de le démontrer, ce n'est pas seulement une volaille en santé et seulement les facteurs de croissance, il y a une... Je crois que vous avez dit que c'était un aspect subclinique. J'aimerais que vous nous répétiez ce que vous avez dit. Je crois que c'est important.

Mme Leigh Rosengren: Certainement.

Il est question ici de médecine animale pour un groupe d'individus et non de médecine animale individuelle. La maladie parmi les animaux d'un élevage ressemble à un spectre: du blanc au noir avec toutes les teintes possibles de gris. Dans les élevages, il n'y a pas des bêtes en santé ou des bêtes malades; il y a tous les états de santé mitoyens.

Si nous attendons que les volailles soient cliniquement malades, elles auront le temps de propager les agents pathogènes aux autres individus, et le problème s'amplifiera. C'est comme une avalanche. En administrant des agents antimicrobiens prudemment et en bas âge à un groupe, nous pouvons empêcher une maladie de se propager à tout l'élevage.

J'aimerais revenir au point soulevé par la Dre Hansen au sujet de l'expérience de l'UE. Vous avez raison de dire que l'Union européenne a réussi à élever des animaux sans avoir recours aux antibiotiques pour stimuler la croissance. Je suis d'accord avec vous. Par contre, les gens n'ont pas été en mesure d'élever leurs animaux sans utiliser d'antibiotiques.

Ils ont éliminé les antibiotiques pour stimuler la croissance mais ont dû se tourner vers des médicaments plus puissants utilisés pour traiter les humains. J'imagine que cet élément vient rejoindre ce que M. Smith disait, propos avec lesquels je suis aussi tout à fait d'accord. Je ne crois pas non plus que nous devrions utiliser à outrance ces antibiotiques très importants. Voilà pourquoi il est très important de réserver l'utilisation judicieuse de notre répertoire d'antibiotiques disponibles uniquement aux vétérinaires.

• (1635)

M. Colin Carrie: Je suis d'accord. Je voulais seulement m'assurer de clarifier vos propos, parce que la confusion semblait quelque peu régner autour de la table. Personne ne veut être alarmiste, mais je crois que nous pouvons nous rassurer en nous disant que nous avons l'un des systèmes alimentaires les plus sécuritaires au monde. Toutefois, M. Smith a demandé s'il était sensé de privilégier l'utilisation d'antibiotiques sur des poulets en santé à celle visant à guérir un enfant malade. Est-ce vraiment la question que nous devrions nous poser ici? Monsieur Bergen, je ne crois pas vous avoir entendu. Pourrions-nous entendre les gens de ce côté de la table? Madame Rosengren, est-ce sensé? J'aimerais entendre l'opinion des spécialistes à ce sujet.

Mme Leigh Rosengren: Je crois que vous avez raison; là n'est pas la question. Nous n'avons pas de choix à faire. En utilisant une faible quantité d'antimicrobiens dans la nourriture des élevages pour prévenir les maladies, nous nous assurons que seuls les poulets, les pores et les boeufs en santé sont mis sur le marché. Nous n'avons donc pas de choix à faire; nous tentons de protéger l'approvisionnement alimentaire sûr au Canada.

M. Colin Carrie: D'après ce que je crois comprendre, vous utilisez ces antibiotiques préventifs, ou ce que vous appelez des ionophores de catégorie IV, des antibiotiques que nous n'utilisons

généralement pas pour les humains, et vous le faites pour que la volaille ou un autre animal ne soit pas malade, afin de ne pas avoir à utiliser les antibiotiques vraiment importants pour les humains. Est-ce exact? Jean, je vous vois acquiescer de la tête également. Est-ce que j'ai bien compris? J'essaie de faire en sorte que tout le monde comprenne. Voulez-vous intervenir?

Mme Jean Szkotnicki: Pour revenir aux propos de M. Smith — je crois que c'était lui —, selon lesquels 75 p. 100 des antimicrobiens sont utilisés dans la production des animaux destinés à l'alimentation, je crois que l'un des points que nous tentions de soulever... Je ne sais pas quelle est la proportion au Canada, mais j'ai vu des données selon lesquelles parmi ces antimicrobiens, 45 p. 100 ne sont pas utilisés en médecine humaine, et beaucoup de ces ionophores sont utilisés dans la production de boeuf, de porc et de poulet.

M. Colin Carrie: Merci beaucoup.

Monsieur Dugate, vous avez parlé de l'épisode de l'émission *Marketplace*, et je dois avouer que je ne l'ai pas encore regardée. Je prévois le faire. Voulez-vous donner votre point de vue sur les conclusions qu'on en a tirées ou qui sont liées à notre séance?

M. Mike Dugate: Ce que nous disons, c'est que nous collaborons étroitement avec le PICRA. PICRA sait que les données comportent des lacunes et ses tests sont très rigoureux. C'est le type d'études qu'il faut faire et les choses avancent.

L'une de nos recommandations au comité, c'est que Les Producteurs de poulet du Canada ont élaboré le protocole du PICRA avec ses tests dans une exploitation d'élevage. Nous voulons aller de l'avant. Nous sommes les seuls producteurs de denrée ici à ne pas avoir fait des tests dans une exploitation d'élevage. Nous voulons le faire. Nous voulons comprendre quel est le lien afin de prendre les bonnes décisions et de ne pas les prendre en nous fondant sur une étude qui, à notre avis, était douteuse pour ce qui est des protocoles utilisés.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à la deuxième série de questions de cinq minutes.

Madame Duncan.

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins.

Je vais commencer par demander à certains d'entre vous de fournir des renseignements au comité, si vous le voulez bien.

Premièrement, je demande aux différents organismes qui s'occupent des animaux de nous dire le nombre d'animaux qui ont été retirés du système en raison d'une utilisation inappropriée d'antibiotiques.

Deuxièmement, j'aimerais savoir comment chacun de vous définit « judicieux ». C'est une expression très vague. J'aimerais savoir ce que cela signifie quant aux doses, à l'utilisation, etc.

Troisièmement, combien de livres d'antibiotiques donne-t-on aux animaux d'élevage? Je sais que les gens ne voulaient pas parler de livres, mais je pose tout de même la question. Combien de livres d'antibiotiques donne-t-on aux animaux d'élevage par année, et quelle proportion de ces antibiotiques est utilisée pour traiter des maladies? Aux États-Unis, je crois qu'on parle de 25 millions de livres d'antibiotiques pour les animaux d'élevage et 3 millions de livres pour le traitement de maladies.

Ma dernière demande s'adresse à Mme Hansen et à M. Prescott, s'ils le veulent bien. Monsieur Prescott, vous avez parlé du rapport de 2002. Vous avez dit que c'est un très bon rapport, mais qu'on n'a pas donné suite à un certain nombre de recommandations. J'aimerais donc savoir lesquelles de ces recommandations ont été suivies et lesquelles ne l'ont pas été.

Merci.

Je vais maintenant poser des questions, si vous me le permettez.

Je crois qu'on a soulevé que la FDA aux États-Unis a publié un projet de lignes directrices en juin sur l'emploi judicieux de médicaments antimicrobiens importants sur le plan médical. Le Canada a-t-il entrepris une étude semblable depuis 2002 ou a-t-il présenté un projet de lignes directrices?

Madame Hansen.

• (1640)

Dre Gail Hansen: Je voudrais bien vous le dire avec certitude, mais je ne suis pas sûre de connaître la réponse. Comme on l'a déjà dit, je sais que la Direction des médicaments vétérinaires ici au Canada publie des lignes directrices, mais leur application, si l'on veut, relève en fait des provinces, et c'est différent aux États-Unis.

Mme Kirsty Duncan: Mais, nous ne savons pas si l'on a fait une mise à jour des lignes directrices? Je pense que M. Prescott voulait intervenir.

M. John Prescott: Je vais céder la parole à Jean. Je n'en connais aucune.

Mme Jean Szkotnicki: Dans le cadre de notre examen, nous avons des lignes directrices qui donnent un aperçu des exigences techniques auxquelles un nouveau médicament doit répondre pour être homologué au Canada. Les compagnies doivent mener des études pour respecter ces normes, qui sont examinées et évaluées par les vétérinaires de Santé Canada.

Ce sont donc des lignes directrices pour la sécurité humaine. Ensuite, selon leur évaluation des risques, ils inscrivent également les médicaments sur une liste. Il y a donc les médicaments de la partie I de l'annexe F; cela ressemble à ce que l'on fait du côté des humains, où l'on prescrit...

Mme Kirsty Duncan: D'accord. Je vous interromps ici, car ce n'est pas la voie que je voulais prendre, mais je vous remercie.

Madame Hansen, puis-je revenir à vous? La FDA a recommandé que les producteurs d'aliments cessent d'utiliser des antimicrobiens importants sur le plan médical chez des animaux en santé pour accélérer leur croissance, et les réserver plutôt pour le traitement et la prévention de maladies. Elle a également recommandé que les producteurs d'aliments utilisent de tels médicaments seulement après avoir consulté un vétérinaire. Pourriez-vous donner votre opinion au sujet de ces recommandations?

Dre Gail Hansen: Oui, cela correspond exactement aux lignes directrices actuelles. Ils reçoivent encore des commentaires. Ils ont reçu littéralement des milliers de commentaires de gens qui croyaient que c'était une bonne idée...

Mme Kirsty Duncan: Qu'en pensez-vous?

Dre Gail Hansen: Je pense que c'est un très bon début. Aux États-Unis, ce ne sont que des lignes directrices, et l'industrie a des lignes directrices similaires et, comme vous l'avez dit, elle utilise des lignes directrices sur une utilisation judicieuse depuis 30 à 40 ans. Nous ne pensons pas avoir remarqué de changement en ce qui a trait à la quantité d'antibiotiques utilisés.

J'aimerais également intervenir quant à la question de la quantité d'antibiotiques qui est vendue aux États-Unis pour les animaux destinés à l'alimentation, comparée à celle qui est vendue pour l'usage des humains. Trois quarts des antibiotiques sont utilisés tant chez les humains que chez les animaux. Trois quarts de ces antibiotiques sont utilisés chez les animaux destinés à l'alimentation. Si l'on ajoute les ionophores, dont on ne cesse de parler, car ce ne sont pas des médicaments destinés aux humains, alors les données aux États-Unis grimpent et dépassent 80 p. 100, et on ne fait pas de suivi ici au Canada.

• (1645)

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup.

Monsieur Hoback, vous disposez de cinq minutes.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie tout le monde de leur présence aujourd'hui. C'est une excellente discussion.

Je crois qu'aucun Canadien n'est pas préoccupé par l'utilisation abusive de tout type d'antibiotique ou de médicament. C'est un bon sujet de discussion.

À première vue, en y regardant de plus près, on se dit, « oh mon Dieu, c'est terrible », mais lorsqu'on commence à creuser et à voir exactement ce qui se passe, on se rend compte qu'il ne faut pas se fier aux apparences.

Je vais commencer par vous, monsieur Dungate.

L'industrie avicole utilise des antibiotiques qui ne sont pas utilisés dans la chaîne humaine. Je vais utiliser cette expression — elle n'est peut-être pas correcte, mais en tant qu'agriculteur de la Saskatchewan, je vais utiliser ces mots. Dans le processus qui consiste à mettre les antibiotiques dans les aliments, vous utilisez en fait des antibiotiques qui ne seraient normalement pas utilisés dans un hôpital ou dans ce type de situation. Est-ce juste?

M. Mike Dungate: Oui, c'est juste.

M. Randy Hoback: En fait, vous vous penchez sur des façons d'assurer que nos animaux d'élevage qui passent par le système sont en santé et que nous ne développons pas un type de résistance aux antibiotiques qui sont utilisés dans un hôpital. Est-ce juste?

M. Mike Dungate: C'est exact, et c'est l'une des choses que révèle l'étude.

On ne développe pas une résistance uniquement en utilisant des antibiotiques. La résistance est endémique. Elle se manifeste dans l'environnement. C'est pourquoi du point de vue de la gestion, par exemple, pour tous nos troupeaux, nous nettoions à fond toutes les litières et désinfectons le poulailler, car nous voulons nous assurer que l'environnement est bon et que nous empêchons la résistance de se développer d'un troupeau à l'autre.

Il ne s'agit donc pas seulement de l'utilisation; il s'agit également des méthodes de gestion et de notre programme de salubrité des aliments à la ferme. Nous nous y attaquons de tous les angles possibles.

M. Randy Hoback: Vous avez établi des pratiques exemplaires pour vos poulaillers.

Je connais l'industrie porcine. Si l'on veut visiter une porcherie, après avoir pris une douche et être passé par le procédé de nettoyage, on vous laissera peut-être entrer dans la porcherie. En est-il de même pour l'industrie avicole?

M. Mike Dugate: C'est très similaire dans l'industrie avicole. Nous avons mis en oeuvre notre programme à la ferme en 1998, mais il a été mis à jour. C'est la partie sur la biosécurité qui entre vraiment en jeu.

En fait, nous avons découvert que la plus grande cause d'entrée et de transmission de bactéries provient d'autres secteurs de notre industrie et non des gens de la ville qui viennent et qui n'ont aucun lien avec l'industrie. Nous avons donc resserré les règles et je crois que nous en verrons les résultats.

M. Randy Hoback: À ce sujet, comment informons-nous la population sur l'usage responsable que vous faites des antibactériens présentement? Y a-t-il des idées à ce sujet? Comme je l'ai dit, à première vue, on se dit, « oh mon Dieu », mais ensuite on commence à creuser. Avez-vous des suggestions à cet égard?

M. Mike Dugate: C'est l'élément que nous pensons devoir approfondir. Nos agriculteurs doivent comprendre ce lien. C'est là qu'intervient l'étude en exploitation d'élevage du PICRA. Qu'est-ce qui est à l'origine de cette résistance? Nous voulons faire les tests lorsque les poussins arrivent dans le poulailler ainsi qu'après 30 jours et voir s'il s'est passé quelque chose. Est-ce que quelque chose entre avec les poussins avant même que nous arrivions? D'où cela provient-il?

Je crois qu'une partie essentielle consiste à s'assurer que nous continuons le travail et que nous découvrons un lien causal. Comme Mme Rosengren l'a dit, nous devons tenter d'éclaircir les choses, et ensuite, nous pourrions prendre de véritables décisions au sujet des politiques que nous voulons avoir.

M. Randy Hoback: Lorsque nous faisons des comparaisons avec les pays — par exemple, entre la situation des pays européens et celle du Canada —, on nous dit toujours que les Européens procèdent telle façon et qu'au Canada, nous devrions procéder ainsi. Le fait est que lorsque nous passons par l'ARLA pour l'utilisation de pesticides, par exemple, nous envisageons les choses en fonction des conditions du milieu au Canada, qui sont différentes de celles des autres régions du monde.

Dans quelle mesure est-il pertinent de mettre en pratique une étude australienne ou européenne au Canada?

M. Mike Dugate: Mme Rosengren pourra ajouter deux ou trois choses, mais je crois qu'il y a quelques éléments ici.

Il ne s'agit pas seulement du milieu dans lequel nous vivons, et c'est un aspect essentiel, mais il s'agit également du cadre de réglementation et de ce qui est approuvé. Des vaccins sont approuvés dans certains pays, mais pas dans d'autres.

Vous savez probablement que dans bon nombre de milieux agricoles de notre pays, nous avons des problèmes quant à l'approbation de ce que j'appelle les « antibiotiques parallèles », car les fabricants ne voient pas un marché assez important pour nous dans le secteur agricole ici au Canada et par conséquent, on ne les approuve pas. Il faut nous donner la possibilité de recourir à des solutions que l'on retrouve dans d'autres pays.

• (1650)

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup.

Monsieur Malo.

[Français]

M. Luc Malo: Merci, monsieur le président.

Monsieur Dugate, je vais vous poser une question, et ensuite, je laisserai le temps à ma collègue, Mme Beaudin, de poser un certain nombre de questions.

Vous nous avez parlé de 5,1 millions de dollars investis en recherche. M. Bergen a également parlé d'argent investi en recherche. Je me demande simplement quelle est la proportion de ces sommes investies pour trouver des traitements de remplacement aux antibiotiques et quels ont été les résultats obtenus.

Y a-t-il eu des avancées faites en cette matière, à la suite de vos recherches?

M. Mike Dugate: Je vous remercie de vos questions, monsieur Malo.

Dans le secteur de la volaille, nous avons investi 5,1 millions de dollars, mais tout cet argent est investi dans le domaine de la recherche sur la résistance antimicrobienne et sur les solutions de rechange. Il s'agit vraiment d'une discussion.

Je dois passer à l'anglais, parce que c'est trop technique.

[Traduction]

C'est de la microbiologie intestinale, afin de comprendre ce qui se passe dans le corps des poulets pour pouvoir créer un substitut de bonnes bactéries et s'en servir pour les traiter. C'est ce qu'on appelle des probiotiques. Il y a donc beaucoup de recherches dans ce domaine.

Dans notre mémoire, nous avons inclus une liste de projets qui ont été financés grâce à ces 5,1 millions de dollars, et cela se poursuit. Nous commençons à peine à voir les résultats de ces recherches. Bon nombre d'entre elles sont des projets de trois ou de cinq ans.

[Français]

M. Luc Malo: Il y aura donc des résultats sous peu, si je comprends bien.

M. Mike Dugate: Oui, c'est ça.

M. Luc Malo: Madame Beaudin, c'est à vous.

Mme Josée Beaudin (Saint-Lambert, BQ): Merci beaucoup.

Merci à vous d'être ici, aujourd'hui.

En fait, je voulais revenir sur ce que vous aviez dit tout à l'heure, madame Rosengren. Vous donnez des antibiotiques à toute la chaîne de vos poulets, parce qu'ils sont à des stades différents de maladie et parce que vous voulez éviter d'utiliser les antibiotiques plus puissants.

Cela veut-il dire qu'on donne cet antibiotique à un poussin et à une volaille adulte?

[Traduction]

Mme Leigh Rosengren: Cela ne veut pas nécessairement dire qu'on doit leur administrer un médicament jusqu'à ce qu'on les mette sur le marché. En leur donnant des antimicrobiens dès les premiers stades de la maladie, on peut souvent empêcher la croissance explosive d'une population bactérienne, auquel cas le système immunitaire peut agir et, par conséquent, le troupeau reste en santé.

[Français]

Mme Josée Beaudin: Par conséquent, vous ne donnez pas nécessairement un médicament à toute la population de volaille quand vous détectez une infection dans la population.

[Traduction]

Mme Leigh Rosengren: Excusez-moi. Je crois que j'ai mal compris l'interprétation.

Dans l'industrie avicole — et c'est différent pour le bœuf et le porc —, lorsqu'on donne un médicament à un troupeau, on le donne à tout le troupeau, et ce, pour deux raisons. La première, c'est la capacité d'administrer le médicament à la volaille, car elle vit en très grand groupe. La deuxième, c'est la constitution du poulet. Pour la plupart des animaux, la transmission de maladie se fait uniquement par voie oro-fécale, mais les poulets attrapent aussi des maladies par leur cloaque. Nous devons donc traiter tout le troupeau ou toute la population afin de combattre la maladie.

[Français]

Mme Josée Beaudin: Les poulets qui sont sains au moment de recevoir ce médicament ne développent-ils pas une résistance?

S'ils devenaient infectés et que vous utilisiez un autre type de médicament plus fort, qu'arriverait-il?

[Traduction]

Mme Leigh Rosengren: Tout d'abord, les poulets ne développent pas nécessairement de résistance, de la même manière que si l'on vous donnait un traitement aux antibiotiques, vous ne développeriez pas nécessairement un pathogène résistant. Nous n'avons pas nécessairement besoin d'utiliser des médicaments de plus en plus puissants.

Les gens de l'industrie avicole ont établi des lignes directrices sur l'utilisation prudente pour réduire le risque. Ils sont donc très consciencieux à cet égard. C'est leur seul outil en tant que producteurs. Les vétérinaires et les producteurs ont donc élaboré des protocoles pour ne pas se retrouver dans cette situation.

[Français]

Mme Josée Beaudin: Monsieur Prescott, ce que vous avez dit, plus tôt, me préoccupe moi aussi.

En fait, personne au fédéral n'est responsable de surveiller ce qui se fait au niveau de la résistance des antibiotiques. Pourtant, cela me semble assez important.

Que proposez-vous? S'il y avait une intervention à faire rapidement au niveau du fédéral, serait-ce de nommer un comité, une personne responsable, et d'avoir une vue là-dessus?

• (1655)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Monsieur Prescott, j'aimerais que vous répondiez très brièvement si possible, s'il vous plaît.

M. John Prescott: Il faut donner la responsabilité à une personne ou à un groupe. Au fédéral, des compétences se chevauchent; c'est cela, le problème. Il y a l'Agence de la santé publique et la Direction des médicaments vétérinaires et il faut donner la responsabilité à une personne. C'est ce que les médecins et les vétérinaires souhaitent. Il faut ensuite tenter de combler les brèches dans les compétences fédérales-provinciales.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup, monsieur Prescott.

Madame O'Neill-Gordon.

Mme Tilly O'Neill-Gordon (Miramichi, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous d'être ici aujourd'hui.

J'ai écouté chacun de vos exposés avec intérêt et je les ai trouvés très intéressants. J'étais contente lorsque vous avez confirmé que l'épisode de l'émission *Marketplace*, diffusé par la CBC, était en grande partie trompeur et sensationnaliste. J'ai regardé cet épisode et je me suis ensuite demandé si c'était vrai, ou si on prétendait que cela arrivait.

J'ai quelques questions. Nous savons que chez l'humain, on utilise les antibiotiques uniquement pour le traitement des infections bactériennes tandis que des antibiotiques sont souvent ajoutés aux aliments pour animaux dans le but de stimuler la croissance. Santé Canada a approuvé un certain nombre d'antibiotiques pour améliorer la croissance chez les animaux d'élevage. Je me demande depuis combien de temps on utilise cette méthode.

Mme Jean Szkotnicki: Je ne sais pas exactement, mais je dirais depuis plusieurs dizaines d'années.

Mme Tilly O'Neill-Gordon: D'accord.

Quels sont les avantages pour l'industrie?

Mme Leigh Rosengren: Je n'aime pas du tout me répéter...

Excusez-moi, monsieur Bergen.

M. Reynold Bergen: Je vais commencer à répondre à votre question en essayant de répondre à celle qu'on m'a posée il y a 15 minutes, et souhaitons que je puisse répondre à la vôtre de façon plus concise.

Une des raisons qui expliquent pourquoi j'ai mis si longtemps à répondre, c'est que je cherche encore contre quelle maladie je pourrais utiliser des ionophores pour traiter ma fille de cinq ans ou celle de sept ans. Les médicaments utilisés pour les bovins de boucherie dans le but d'améliorer la croissance et la production alimentaire sont des ionophores et on ne s'en sert pas du tout dans les médicaments destinés aux humains.

Je pense qu'il est très important de se rappeler que priver l'industrie de l'élevage de cet outil, que ce soit pour le bétail, les produits laitiers, le poulet ou le porc, ne sera pas du tout bénéfique à la santé humaine et entraînera des conséquences négatives pour les producteurs et la société en général. En effet, lorsqu'on améliore la production alimentaire, on utilise moins de nourriture pour produire la même quantité de viande. On utilise donc les ressources plus efficacement.

Quelle était votre question, déjà? Depuis combien de temps utilise-t-on les ionophores? Depuis des dizaines d'années.

Mais il y avait une autre question à laquelle je voulais essayer de répondre.

Mme Tilly O'Neill-Gordon: Quels sont les avantages pour l'industrie?

M. Reynold Bergen: Quels sont les avantages pour l'industrie? Je vais répondre en ce qui a trait aux ionophores.

Deux points ont été soulevés. Dans le premier cas, les ionophores qui favorisent la bonne santé des animaux ne sont absolument pas utilisés dans la médecine destinée aux humains, ou ils le sont de façon très minime. Si nous pouvons nous en servir pour empêcher les animaux d'être malades, cela signifie que les d'animaux sont de moins en moins malades, et donc que nous n'avons pas besoin de leur administrer des médicaments puissants pour les guérir. C'est un des avantages pour l'industrie.

L'autre avantage concerne la stimulation de la croissance et l'augmentation de la production alimentaire, c'est-à-dire que nous sommes en mesure d'utiliser nos ressources plus efficacement. Par exemple, nous obtenons plus de viande pour la même quantité de foin et de grain que nous pourrions sans ionophores. En effet, ils représentent un avantage pour la santé en prévenant la coccidiose qui, je crois, représente un problème dans le cas des bovins et de tous les animaux d'élevage.

Enfin, ce qui est vraiment intéressant dans le cas des ionophores — et j'espère que je ne deviens pas trop rat de bibliothèque —, c'est qu'ils favorisent la croissance de bactéries qui produisent une molécule appelée propionate, que le métabolisme animal assimile plus efficacement. Mais je ne vais pas entrer dans les détails.

Parmi les variétés de bactéries dont les ionophores freinent la croissance, on trouve les méthanogènes, ce qui est très intéressant, car ce sont des producteurs de méthane. En introduisant les ionophores dans l'alimentation, nous améliorons son efficacité, tout en ne générant absolument aucune répercussion sur la santé humaine, mais en créant en fait un avantage sur le plan environnemental du côté des gaz à effet de serre. De plus, nous utilisons moins de ressources pour produire la viande de boeuf.

• (1700)

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Monsieur Smith, vous avez environ 30 secondes.

M. Rick Smith: Je serai concis. Il est évident que d'après les commentaires de mon collègue de l'industrie, la situation est très complexe, mais les choses fonctionnent en général.

J'aimerais juste attirer votre attention sur les choses qui ne fonctionnent vraiment pas. La première a trait à la transparence; s'il n'y a aucun problème, alors pourquoi la quantité d'antibiotiques utilisée dans l'industrie de l'élevage au Canada n'est-elle pas rendue publique? Pour le moment, elle ne l'est pas.

Deuxièmement, si les choses fonctionnent si bien, alors comment expliquer ce qui se passe avec certains médicaments précis, tel le ceftiofur, qui est ajouté bon gré mal gré aux oeufs de poule, ce qui est important pour les mères humaines et leurs enfants? Une étude effectuée au Québec établit une étroite corrélation entre l'utilisation du ceftiofur et la résistance bactérienne chez les humains — pas dans la nourriture, mais chez les humains.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup.

Nous allons passer à Mme Dhalla.

Mme Ruby Dhalla (Brampton—Springdale, Lib.): Merci beaucoup.

Le sujet est d'actualité et notre discussion tombe à point, car depuis le documentaire de la CBC, notre bureau a été inondé de courriels provenant de Canadiens et d'électeurs inquiets.

Je sais que lorsque M. Dugate a commencé son exposé, il voulait mentionner le problème dont personne n'ose parler, mais je peux vous assurer que les gens sont inquiets. Ils sont horrifiés, jusqu'à un certain point, et ils ont peur.

J'ai reçu une formation scientifique, mais le profane, ce qui est probablement le cas du Canadien moyen qui achète son poulet à l'épicerie, ne saurait vraiment pas qui croire. Lorsqu'il regarde un documentaire diffusé par la CBC, laissez-moi vous dire qu'il est inquiet et qu'il panique.

Il n'y a pas seulement le rapport de la CBC; le *Canadian Medical Association Journal* a aussi publié un rapport en 2009, ainsi que le

vérificateur général de l'Ontario, en 2008, je crois. Il y a aussi le directeur de l'approvisionnement de Maple Leaf Foods. Chacun de ces individus ou médias a soulevé la question de l'utilisation des antibiotiques dans le poulet et sa corrélation avec la santé humaine.

Je trouve ironique que M. Bergen mentionne qu'il n'y a aucune corrélation, alors que je crois que M. Smith a déclaré que des études ont établi une corrélation directe entre la céphalosporine utilisée dans le poulet et ses répercussions sur la santé humaine.

Je sais que Mme Rosengren a dit qu'il existe, dans l'industrie, des protocoles entre les vétérinaires et les producteurs. Mais vous avez aussi mentionné, au début de votre exposé, qu'il existait des médicaments en vente libre.

Qui surveille l'usage que font les producteurs de ces produits en vente libre?

Mme Leigh Rosengren: Le PICRA s'en occupe. Il a eu de la difficulté à obtenir un financement à long terme dans le but d'exercer la surveillance de chaque produit, mais il serait la bonne entité du gouvernement pour s'en charger.

Mme Ruby Dhalla: Si on ne tient pas compte des ressources, y a-t-il un système de suivi en place?

Si une personne se rend chez Pharmaprix pour acheter 50 bouteilles d'Advil, produit qui est en vente libre, personne ne sera en mesure de la surveiller. Si la personne en question consulte son médecin de famille qui lui prescrit certains médicaments, il pourra se référer à son dossier.

Qui est chargé de surveiller l'utilisation de ces produits en vente libre?

Mme Leigh Rosengren: Vous venez de toucher au noeud du problème. Vous avez tout à fait raison. Au Canada, de nombreux médicaments vétérinaires sont en vente libre. Pour cette raison, la seule façon d'obtenir des données exactes sur leur utilisation, c'est d'aller directement dans les fermes. Impossible de faire ce suivi dans les pharmacies ou ailleurs. C'est la raison pour laquelle le PICRA a été créé.

Mme Ruby Dhalla: Selon mes études et mes recherches, qui n'ont rien de comparable à vos connaissances et votre expérience, l'Agence canadienne d'inspection des aliments ne communique pas ses données aux responsables du PICRA. C'est exact?

Donc, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, laquelle surveille la quantité d'antibiotiques utilisée dans l'élevage des poulets, ne transmet pas ses données à un organisme qui est censé l'aider dans cette surveillance et avec qui vous, les Producteurs de poulet du Canada, travaillez.

• (1705)

Mme Leigh Rosengren: Ce sont deux problèmes distincts. Les antibiotiques sont inscrits sur les fiches d'élevage. J'imagine que c'est ce dont vous voulez parler. Ces fiches sont conçues pour recueillir des données de façon à éviter qu'il y ait des résidus dans les viandes du Canada.

Il y a une différence très marquée entre l'accumulation de résidus et la résistance aux antimicrobiens. La plupart des règlements canadiens visent à empêcher l'accumulation de résidus.

Les données de l'ACIA sont utilisées au cas par cas pour s'assurer que la viande du Canada est saine et qu'elle ne contient aucun résidu. Vous avez raison, ces données ne sont pas transmises au CIPRA, puisqu'elles sont recueillies dans un but différent. Elles seraient inutiles dans le calcul de la résistance.

Mme Ruby Dhalla: Vous avez parlé d'une « utilisation judicieuse ». À mon avis, vous parlez plutôt au sens thérapeutique et non sous l'angle de la prévention. Je crois qu'il faudrait apporter des précisions à ce chapitre.

Monsieur Smith, madame Hansen et peut-être les Producteurs de poulet du Canada, auriez-vous une recommandation à formuler? Je crois que vos témoignages ont aggravé l'inquiétude générale. Il faut agir. Quelqu'un doit se pencher sur ce dossier. Selon les études et les données que j'ai consultées, la quantité d'antibiotiques utilisée dans l'élevage des poulets est alarmante.

Quelles sont vos recommandations?

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Vous devrez demander ces recommandations par écrit, car votre temps est écoulé.

Passons à M. Brown.

M. Patrick Brown (Barrie, PCC): Merci, monsieur le président.

Une des difficultés de nos modalités, c'est qu'on vous pose des questions et parfois, à la fin de la série d'interventions, nous vous donnons l'occasion de faire des commentaires. Je suis convaincu que vous aimeriez ajouter votre grain de sel.

Un peu plus tôt, M. Smith a dit qu'on n'avait pas répondu à deux de ses questions. Une portait sur les antibiotiques: pourquoi leurs taux ne sont pas divulgués? L'autre portait sur le ceftiofur. Pourriez-vous répondre à ces questions? Il serait intéressant d'entendre votre opinion sur ses inquiétudes.

M. Mike Dugate: En ce qui concerne le ceftiofur, ce produit n'est pas utilisé à la légère. On l'utilise dans les ovules pour prévenir la maladie chez les poussins provenant d'un troupeau d'élevage vulnérable. Ce produit n'est pas utilisé partout au pays, et il ne l'est pas systématiquement. On l'emploie dans des cas particuliers et seulement une fois, dans l'œuf. Il n'est pas ajouté aux aliments des animaux. Il faut être clair lorsqu'on parle d'un produit comme le ceftiofur. Son mode d'emploi est important. Je suis heureux d'avoir pu apporter ces précisions.

Concernant la divulgation des niveaux d'antibiotiques, nous transmettons à l'ACIA toutes les données sur les antibiotiques administrés à un élevage.

Pour répondre à la question de Mme Dhalla, le pourcentage d'utilisation de médicaments non prescrits par un vétérinaire est très faible. Lorsqu'un problème médical survient dans votre élevage, on traite tous les animaux de l'élevage. Vous faites confiance à un vétérinaire pour déterminer le bon médicament à utiliser, car vous n'avez que six semaines entre la conception et la mise en marché des poulets. Vous n'avez pas le temps de faire des essais. Vous demandez l'avis d'un vétérinaire, et il vous prescrit le médicament approprié. C'est tout. Le pourcentage d'utilisation de médicaments non prescrits dans notre secteur est très faible.

M. Patrick Brown: Que pensez-vous de la réglementation de votre industrie comparativement à ce que l'on retrouve ailleurs? Quelqu'un a fait référence aux États-Unis et à l'Union européenne.

Selon vous, nos règlements sont-ils comparables avec ceux d'autres pays ou y a-t-il moins de règlements ici?

M. Mike Dugate: Je crois que nos règlements dans le secteur de l'agriculture sont stricts et efficaces. Un des problèmes, c'est l'absence de solutions de rechange. On nous dit: « Arrêtez de faire ceci, et faites cela. » Des pays ont approuvé certains vaccins ou certaines des solutions de rechange. Si nous cessons d'utiliser ce que nous employons en ce moment sans avoir de solution de rechange, nous allons provoquer un désastre. Comme l'a souligné M. Bergen, ce n'est pas ainsi que nous allons améliorer la santé humaine.

Nous devons agir intelligemment. Nous devons nous éloigner de ces produits et en réduire l'utilisation. La politique de certains producteurs de poulets au pays est de trouver la meilleure façon de réduire l'utilisation des antibiotiques ayant une importance considérable pour la santé des humains.

● (1710)

M. Patrick Brown: Monsieur Smith, pourquoi la divulgation des niveaux d'antibiotiques est-elle inadéquate? Aviez-vous l'impression que le ceftiofur était ajouté aux aliments des animaux?

M. Rick Smith: Je n'ai jamais dit que le ceftiofur était administré à des oiseaux adultes, j'en suis convaincu. Ce produit est utilisé dans des œufs qui ne présentent aucun signe de maladie, et cette utilisation est répandue. Le ceftiofur est un médicament important pour l'homme. Les producteurs de poulet ne peuvent pas avoir le beurre et l'argent du beurre en même temps.

D'un côté, ils disent qu'ils sont responsables et qu'ils tentent de s'éloigner des médicaments importants pour le traitement des humains. De l'autre côté, ils admettent qu'ils utilisent le ceftiofur, un médicament important pour le traitement des humains, des enfants, dans des œufs en santé, et que cette utilisation est répandue. Il faut choisir.

En réponse à une question de Mme Dhalla, M. Dugate vient d'admettre que personne n'exerce de contrôle sur les antibiotiques offerts en vente libre. Donc, il est impossible, au Canada, de compiler le genre de statistiques disponibles aux États-Unis et en Australie et auxquelles Mme Hansen et moi avons fait référence. Nous ne pouvons pas dire si 75 p. 100 des antibiotiques, sauf les ionophores, sont administrés aux animaux. Ces données ne sont pas disponibles au Canada, et c'est un problème.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup.

Madame Leslie.

Mme Megan Leslie: Merci, monsieur le président.

M. Dugate nous a transmis ses idées concernant les planchers de ciment. Il a aussi mentionné qu'il fallait s'assurer de bien nettoyer la grange avant d'y introduire un nouvel élevage.

Ensuite, madame Hansen, vous avez dit que le Danemark avait trouvé d'autres méthodes pour assurer la santé des élevages et favoriser la production. J'imagine qu'elles sont semblables à celles proposées par M. Dugate. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur ces méthodes? Quelle est la différence entre celles-ci et les antibiotiques que nous semblons utiliser à titre de moyen de défense de première intervention?

Dre Gail Hansen: J'en connais davantage sur l'industrie porcine, puisque c'est sur celle-ci que je me suis vraiment penchée. Au Danemark, les porcs sont sevrés un peu plus tard comparativement à ce qui se fait au Canada. Les éleveurs danois utilisent les probiotiques. Plus particulièrement, ils utilisent ce que l'on appelle des acides organiques, donc des acides propanoïques, qui semblent fonctionner aussi bien que les antibiotiques.

Même s'il existe des méthodes très industrialisées pour l'élevage du porc, leurs élevages ne comptent pas autant de bêtes que ceux que l'on retrouve en Amérique.

Il a aussi beaucoup été question aujourd'hui des ionophores. Mais, en réalité, d'autres médicaments sont utilisés à des fins non thérapeutiques et pour favoriser la croissance des élevages, comme la pénicilline, les tétracyclines et les macrolides — dont le tylosin, un médicament semblable à l'érythromycine.

Mme Megan Leslie: Merci.

Vous avez parlé de la production. J'aurais une question à poser à M. Prescott sur la taille des élevages et sur le lien possible entre celle-ci et l'utilisation des antibiotiques. Avez-vous des informations à ce sujet?

M. John Prescott: Je n'ai pas vraiment de commentaire à faire sur la corrélation entre la taille d'un élevage et l'utilisation d'agents antimicrobiens. Je crois qu'il n'y a aucun lien. C'est plutôt une question de réglementation.

Mme Megan Leslie: Avez-vous une opinion différente?

Dre Gail Hansen: Bien entendu, je ne peux pas parler de la situation au Canada. Cependant, une étude menée aux États-Unis par le département américain de l'Agriculture révèle que plus l'élevage est gros, plus l'éleveur est susceptible d'utiliser des antibiotiques à des fins non thérapeutiques. C'est peut-être différent au Canada. Je l'ignore.

Mme Megan Leslie: Peut-être que c'est seulement la pratique habituelle et que ça n'a rien à voir avec la taille de l'élevage...

M. John Prescott: Je crois que la gestion agricole diffère énormément d'une ferme à l'autre.

Mme Megan Leslie: Bien sûr.

Monsieur Smith, je sais que la création de nouveaux antibiotiques a connu une forte baisse. Nous ne développons pas de nouveaux antibiotiques et nous entendons parler des dangers de la résistance aux antibiotiques. Avez-vous des informations à nous transmettre sur le taux de résistance aux antibiotiques par rapport à la création de nouveaux antibiotiques?

• (1715)

M. Rick Smith: C'est une question intéressante. Je ne sais pas. Je suis un scientifique, alors j'essaie d'imaginer comment présenter ces statistiques dans un même tableau.

Mais, vous avez certes raison. Il ne fait aucun doute qu'il est très difficile de créer de nouveaux antibiotiques. L'Organisation mondiale de la Santé, l'Association médicale canadienne, l'American Medical Association et tous les regroupements de médecins vous diront qu'ils s'inquiètent beaucoup de l'augmentation rapide du niveau de résistance aux antibiotiques.

Je suis très heureux que le Comité de la santé se penche sur la question, car, oui il est question de l'industrie de l'élevage, mais c'est d'abord et avant tout une question de santé publique. D'autres pays montrent la voie à suivre au chapitre de la protection de la santé publique.

J'ai ici un document publié en 2009 par le gouvernement danois et dans lequel on tire des conclusions très nettes. En vertu de politiques adoptées par le Danemark et l'Union européenne, la consommation totale d'antibiotiques chez les animaux destinés à l'alimentation a baissé de plus de 50 p. 100 depuis le début des années 1990. La santé des animaux n'a pas été compromise et la productivité agricole a continué de progresser. Le Danemark demeure un énorme exportateur de ces animaux. On n'en a pas beaucoup parlé ici, mais le prix à la consommation n'a pas été touché.

Encore une fois, si le gouvernement du Canada peut en faire davantage dans ce secteur et contribuer à faire baisser les taux de résistance aux antibiotiques... On a fait la démonstration au Danemark et aux États-Unis que cela n'a vraiment aucun impact sur les éleveurs d'animaux de ferme. Alors, qu'est-ce qu'on attend?

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup, monsieur Smith.

Monsieur Stanton.

Mme Megan Leslie: Monsieur le président, avant de poursuivre, j'aimerais préciser une chose.

Malheureusement, l'Agence de la santé publique du Canada et Santé Canada ne sont pas représentés ici aujourd'hui. Je sais que nous allons aborder la question plus tard, mais je tiens à dire que, selon moi, il faut absolument les inviter afin de savoir ce qui se passe vraiment au fédéral.

Merci.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci.

Monsieur Stanton.

M. Bruce Stanton (Simcoe-Nord, PCC): Merci, monsieur le président.

C'est un excellent sujet que nous abordons aujourd'hui. Merci pour vos déclarations d'ouverture.

Je ne suis pas un spécialiste de la science ou de la médecine, mais j'ai fait de mon mieux pour suivre la conversation.

Madame Szkotnicki, votre mémoire nous apprend beaucoup de choses. J'aimerais revenir sur quelques points pour que le comité comprenne bien. Beaucoup de choses ont été dites qui pourraient alarmer le public et pas nécessairement pour les bonnes raisons.

Vous avez fait la distinction entre les différents types d'antibiotiques en médecine vétérinaire. M. Dungate et d'autres représentants de l'industrie ont fait référence à ceux que l'on utilise à des fins thérapeutiques. Est-ce qu'on emploie ces mêmes antibiotiques pour traiter les infections bactériennes? Est-ce ce genre d'utilisation qui risque de faire augmenter la résistance aux antibiotiques chez l'homme?

Nous avons appris aujourd'hui que l'emploi des antibiotiques à des fins thérapeutiques, des antibiotiques plus forts, est limité. Pourtant, nous avons appris aussi, et il semble y avoir des preuves en ce sens, que cette utilisation restreinte augmente la résistance aux antibiotiques chez l'humain. J'essaie de comprendre. Vous dites qu'aucun de ces médicaments ne pose un risque à la santé humaine, alors, pourriez-vous nous aider à comprendre?

Mme Jean Szkotnicki: J'aimerais simplement réagir à votre conclusion. Tout présente un risque, la question est de savoir si nous pouvons le gérer. Nous mettons beaucoup d'efforts à gérer le risque.

Par ailleurs, concernant l'utilisation d'agents antimicrobiens et son effet sur la résistance (je pense que c'est la question de fond), nous utilisons ces agents pour le traitement, la prévention, le contrôle et la stimulation de la croissance. Dans tous les cas, l'utilisation d'agents antimicrobiens (et je vais soustraire les ionophores de l'équation) a le potentiel de créer de la résistance. La question est de savoir si nous pouvons gérer la situation.

Nous la gérons de différentes façons. Il y a l'étiquetage du produit. Nous nous assujettissons à des examens. Nous en avons déjà parlé comme mesure de contrôle. Il y a aussi le fait que bon nombre des produits les plus récents d'une importance cruciale pour les humains ne peuvent être prescrits que par des vétérinaires en ce moment. Il doit y avoir une relation entre le client/patient et le vétérinaire. Les vétérinaires respectent des lignes directrices sur la prudence. Nous avons également des groupes de producteurs qui ont des programmes d'assurance de la qualité afin de maintenir la qualité du produit de la ferme à la table.

• (1720)

M. Bruce Stanton: Il y a donc un régime très rigoureux en place afin de prévenir le mieux possible les infections bactériennes chez les animaux, parce qu'elles pourraient présenter un risque pour la santé humaine aussi. Tout finit par se retrouver dans la chaîne alimentaire, donc il faut prévenir les risques en amont.

Tout compte fait, il y a une chose que personne n'a mentionnée aujourd'hui, c'est que la plupart d'entre nous ne mangeons pas de poulet cru, nous le cuisons, et je pense que tout le monde sait que les produits de volaille nécessitent une cuisson médium. Quand on respecte les protocoles normaux, est-ce que la question devient superflue? Est-ce que le fait de cuire le produit élimine, en fin de compte, tout risque pour la santé humaine attribuable à la résistance antimicrobienne?

Mme Jean Szkotnicki: La cuisson est probablement le meilleur outil de gestion du risque dont nous disposons pour éliminer toute inquiétude sur les bactéries, qu'elles soient résistantes ou non. Sur le plan alimentaire, je pense que c'est l'un des outils de gestion du risque les plus simples.

Le président suppléant (M. Tim Uppal): Merci beaucoup.

Mesdames et messieurs les députés, je vais vous demander de rester un peu. Nous devons nous pencher sur quelques questions administratives.

Je remercie nos témoins d'être venus nous rencontrer et de contribuer ainsi à notre étude sur les antibiotiques chez les animaux d'élevage. Nous allons tout de suite poursuivre nos délibérations à huis clos pour discuter des travaux du comité, donc je vais vous demander de sortir le plus rapidement possible, mais je vous remercie d'être venus.

Je prie mes collègues de rester ici quelques minutes.

[Le comité poursuit ses délibérations à huis clos.]

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>